



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 1^{er} MAI 1915

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 1st MAY, 1915

Nominations

Appointments

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN
CHANCELLERIE.

Québec, 24 avril 1915.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, d'appeler l'honorable M. John Charles Kaine, de Québec, marchand, au Conseil législatif de la province de Québec, pour y représenter la division de Stadacona, au lieu et place de M. John Sharples, décédé.

L. P. GEOFFRION,

2497 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN
CHANCERY.

Québec, 24th April, 1915.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to call the Honourable John Charles Kaine, of Quebec, merchant, to the Legislative Council of the province of Quebec, to represent the division of Stadacona, in the place and stead of Mr. John Sharples, deceased.

L. P. GEOFFRION,

2498 Clerk of the Crown in Chancery.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du vingt-troisième jour d'avril 1915, de nommer M. Oscar Sénécal, magistrat et recorder, et M. Edouard Charles Ulysse Bussièrès, notaire, de la cité de Maisonneuve, membres du bureau des réviseurs de la cité de Maisonneuve, conformément à l'article 224 des S. R. Q., 1909, et de ses amendements.

2541

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the twenty third day of April, 1915, to appoint Mr. Oscar Senecal, magistrate and recorder, and Mr. Edouard Charles Ulysse Bussièrès, notary, of the city of Maisonneuve, members of the Board of Revisors of the city of Maisonneuve, pursuant to article 224 of the R. S. Q., 1909, and amendments thereto.

2542

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du six avril 1915, de nommer M. Ulric St. Jean, de Verchères, greffier de la cour de Circuit du comté de Verchères, à Verchères.

2543

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the sixth April, 1915, to appoint Mr. Ulric St. Jean, of Verchères, clerk of the Circuit Court of the county of Verchères, at Verchères.

2544

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif de faire les nominations suivantes:

Québec, 17 avril 1915.

MM. Joseph Olivier, commerçant, et Pierre Gastonguay, cultivateur, de Saint-Edouard, comté de Lotbinière, juge de paix pour le district de Québec.

M. Henry F. Fair, cultivateur, d'Escuminac, comté de Bonaventure, juge de paix, pour le district de Gaspé.

Québec, 22 avril 1915.

M. Gilbert P. Hitchcock, cultivateur de Massawippi, comté de Stanstead, juge de paix pour le district de Saint-François.

MM. Phillips Johnson, industriel, Georges Herrick Duggan, gérant, Richard Montagne Davy, secrétaire-trésorier, Robert Parker Cameron, contrôleur, de Westmount, et Kenneth Thomas Dawes, gérant, juges de paix pour le district de Montréal.

M. Honoré Lesage, cultivateur, de la paroisse de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, juge de paix pour le district de Terrebonne.

Québec, 23 avril 1915.

M. John H. McCarthy, cultivateur, de Godmanchester, comté de Huntingdon, juge de paix pour le district de Beauharnois.

M. Anselme Beaudoin, cultivateur, de Honfleur, comté de Bellechasse, juge de paix pour le district de Montmagny.

M. André Gouger, cultivateur, de Saint-Charles Borromée, comté de Joliette, juge de paix pour le district de Joliette.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du vingt-deux avril 1915, de nommer M. le lieutenant-colonel, C. A. S. Hamilton, Remount Depot, Montréal, juge de paix en vertu des dispositions de l'article 3361 des S. R. Q., 1909, pour l'espace de trois mois, avec juridiction sur toute la province, aux fins d'assermenter les recrues.

2545

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif de faire les nominations suivantes:

Québec, 13 avril 1915.

MM. Ernest Pelletier, médecin, et Leonard Godfroy de Tonnancour, marchand, de la cité de Montréal, juges de paix, pour le district de Montréal.

2583

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du vingt-quatre octobre, 1907, pour la paroisse de Notre-Dame d'Hébertville, Lac Saint-Jean et de nommer par commission en date du vingt-sept avril 1915, MM. Ferdinand Saulnier, Alphonse Fortin, Thomas Voyer, Heraclius Paradis, P. E. Hudon, cultivateurs, Octave Aubin, rentier et L. Adelard Dubois, industriel, d'Hébertville, commissaires de la dite cour.

2585

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by and with the advice of the Executive Council to make the following appointments, to wit:

Québec, 17th April, 1915.

Messrs. Joseph Olivier, trader, and Pierre Gastonguay, farmer, of Saint Edouard, county of Lotbinière, justice of the peace, for the district of Quebec.

Mr. Henry P. Fair, farmer, of Escuminac, county of Bonaventure, justice of the peace, for the district of Gaspé.

Québec, 22nd April, 1915.

Mr. Gilbert P. Hitchcock, farmer, of Massawippi, county of Stanstead, justice of the peace for the district of Saint Francis.

Messrs. Phillips Johnson, manufacturer, Georges Herrick Duggan, manager, Richard Montagne Davy, secretary treasurer, Robert Parker Cameron, controller, of Westmount, and Kenneth Thomas Dawes, manager, justices of the peace, for the district of Montreal.

Mr. Honoré Lesage, farmer, of the parish of Saint Jérôme, county of Terrebonne, justice of the peace for the district of Terrebonne.

Québec, 23rd April, 1915.

Mr. John H. McCarthy, farmer, of Godmanchester, county of Huntingdon, justices of the peace, for the district of Beauharnois.

Mr. Anselme Beaudoin, farmer, of Honfleur, county of Bellechasse, justice of the peace for the district of Montmagny.

Mr. André Gouger, farmer, of Saint Charles Borromée, county of Joliette, justice of the peace for the district of Joliette.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the twenty second day of April, 1915, to appoint Lieutenant Colonel C. A. S. Hamilton, Remount Depot, Montreal, justice of the peace, under the provisions of article 3361 R. S. Q., 1909, for a period of three months, with jurisdiction over the whole of the province, for administering the oath to recruits.

2546

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased by and with the advice of the Executive Council to make the following appointments, to wit:

Québec, 23rd April, 1915.

Messrs. Ernest Pelletier, physician, and Leonard Godfroy de Tonnancour, merchant, of the city of Montreal, justices of the peace, for the district of Montreal.

2584

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes, bearing date the twenty fourth October, 1907, for the parish of Notre Dame d'Hébertville, Lake Saint John, and to appoint by commission bearing date the twenty seventh April, 1915, Messrs. Ferdinand Saulnier, Alphonse Fortin, Thomas Voyer, Heraclius Paradis, P. E. Hudon, farmers, Octave Aubin, rentier, and L. Adelard Dubois, manufacturer of Hébertville, commissioners, of the said Court.

2586

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.

P.-E. LEBLANC.

[L. S.]

GEORGE V, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN

Procureur-Général.

ATTENDU que sur présentation au conseil municipal du comté de Portneuf, d'une requête des deux tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires, habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la municipalité de Saint-Jean-Baptiste des Ecureuils, dans le dit comté, dans Notre province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté de Portneuf, a nommé M. Léonidas Dussault, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons et bâtisses habitées, et de faire rapport sur la dite requête;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie;

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué avec amendement par le conseil du susdit comté;

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport, abstraction faite de l'amendement adopté par le conseil de comté;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir:

Tout le territoire borné comme suit, savoir:

La municipalité du village de Donnacona, qui est détachée de la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste des Ecureuils, dans le comté de Portneuf, est formée des lots Nos 78, 79 et 80, ainsi que de leurs subdivisions où qu'elles se trouvent, du cadastre officiel de la dite paroisse, et ses bornes sont les suivantes:

Vers le nord-est les lots Nos 75, 76 et 77; vers le sud-est, le fleuve Saint-Laurent; vers le sud-ouest et le nord-ouest, la rivière Jacques-Cartier, sera détachée de la municipalité de Saint-Jean-Baptiste des Ecureuils, et formera une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Donnacona", à partir de ce jour.

Et par les présentes Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village de Donnacona, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.

P.-E. LEBLANC.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN,

Attorney General.

WHEREAS on presentation to the county council of county of Portneuf, of a petition from two thirds of the municipal electors who are at the same time property owners, dwelling in a certain territory therein mentioned, situate in the municipality of Saint Jean Baptiste des Ecureuils, in the said county, in Our Province of Quebec, praying for the erection of the said territory into a village municipality, the said county council of the said county of Portneuf, has named Mr. Léonidas Dussault, charged to visit the aforesaid territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to report on the said petition;

AND WHEREAS the said special superintendent has transmitted to the said council a report mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which in his opinion should be assigned to the said tract of land hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been duly homologated with amendments, by the council of the county aforesaid;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our Province of Quebec, has by and with the advice of the Executive council of Our said Province, approved this report, exclusive made of the amendment adopted by the said county council;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of the Province of Quebec, we do hereby declare that the tract of land hereinabove described, to wit:

The territory bounded and described as follows, to wit:

The municipality of the village of Donnacona is hereby detached from the municipality of the parish of Saint Jean Baptiste des Ecureuils, in the county of Portneuf, and is composed of the lots Nos. 78, 79 and 80 together with all subdivisions thereof wherever situate, of the official cadastre of the said parish and its limits shall be the following.

Towards the north east the lots Nos. 75, 76 and 77; towards the south east the River Saint Lawrence; towards the south west and towards the north west, the River Jacques-Cartier, shall be detached from the municipality of Saint Jean Baptiste des Ecureuils, and shall thenceforth form a separate municipality under the name of the "Municipality of the village of Donnacona".

And we do hereby make, constitute, erect and declare the said "village of Donnacona", a village municipality, pursuant to the provisions of the said Municipal code of the Province of Quebec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. **TEMOIN:** Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable **PIERRE-EVARISTE LEBLANC**, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce **VINGT ET UNIÈME** jour d'AVRIL en l'année mil neuf cent quinze, de l'ère chrétienne et de Notre règne la cinquième année.

Par ordre, **C. J. SIMARD**,
2563 Sous-Secrétaire de la province.

Canada,
Province de Québec.
L. S. **P.-E. LEBLANC**

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT !

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le quatorze avril mil neuf cent quinze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au vingt-cinq mai prochain ;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec, le quatorze avril courant ; vous convoquons par les présentes pour le **VINGT-CINQ MAI** prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable **M. PIERRE-EVARISTE LEBLANC**, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce septième jour d'avril, l'an de grâce mil neuf cent quinze, et de Notre règne le cinquième.

Par ordre,
Le greffier de la couronne en chancellerie,
Québec.
2121 **L.-P. GEOFFRION.**

Avis du Gouvernement

"Montreal Book Room Ltd".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril 1915, constituant en corporation

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Québec to be hereunto affixed: **WITNESS**, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable **PIERRE-EVARISTE LEBLANC**, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this **TWENTY FIRST** day of **APRIL** in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifteen, and in the fifth year of Our Reign.

By command, **C. J. SIMARD**,
2564 Deputy Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
L. S. **P.-E. LEBLANC**

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Québec stands prorogued to the fourteenth of April, one thousand nine hundred and fifteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the twenty-fifth May next.

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Québec, on the fourteenth of April instant ; and hereby convene you for the **TWENTY-FIFTH** of **MAY**, next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Québec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable **Mr. PIERRE-EVARISTE LEBLANC**, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Québec, this seventh day of April, the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifteen and in the fifth year of Our Reign.

By command,
L.-P. GEOFFRION,
2122 Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

Government Notices

Montreal Book Room Ltd.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the twenty second day of April 1915, incorporating Messrs. Denzil

MM. Denzil Georges Ridout, marchand, Thomas Elliott Kerr, marchand, Jacob Dewitt, avocat, Henri Charles McNeil, comptable, Harold Ernest Andrews Rose, étudiant, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de manufacture, publications et importations de tous objets se rapportant au commerce de circulation et de prêt des livres;

Faire commerce des prêt et circulation des livres;

Acquérir, posséder, louer, vendre, transporter des immeubles, terres et constructions requises pour l'exercice de ce commerce et des opérations et entreprises plus haut mentionnées; construire, établir, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder et faire fonctionner des moulins, manufactures et autres installations à l'effet de fabriquer et manufacturer les articles ci-haut mentionnés ou chacun d'eux et tous autres objets connus; pour faire et exécuter tous actes incidents à ce commerce; vendre, transporter ou disposer de toute autre manière des dits moulins, manufactures et installations;

Faire application, pour acheter ou autrement acquérir les droits d'auteur, marques de commerce, licences, concessions ou autres conférant un droit exclusif, ou non, ou un droit limité à l'usage d'aucun secret ou renseignement susceptibles d'être utilisés à l'attention des fins de la compagnie; ou à l'acquisition de ce qui semblera être avantageux à la compagnie directement ou indirectement; se servir, user, développer, accorder des permis se rapportant de toute manière aux droits et privilèges ainsi acquis;

Vendre, louer ou autrement disposer de l'entreprise ou de toute partie d'icelle en considération de ce que la compagnie jugera convenable, et, particulièrement disposer des parts, débentures ou autres garanties dans toute compagnie semblable à la présente dans son objet, en tout ou en partie;

Prendre en garantie pour toute dette due à la compagnie des meubles en gage, des hypothèques sur les propriétés des débiteurs de la compagnie, en général tous les biens meubles et immeubles des débiteurs de la compagnie en garantie de leurs dettes;

Acquérir et posséder des actions et autres valeurs dans toute compagnie, les vendre et en disposer de toute manière;

Emettre des actions entièrement libérées à l'acquit du prix d'achat de tout bien meuble ou immeuble, droit de reproduction des patentes, et des actions que la compagnie pourrait acquérir dans d'autres entreprises;

Acquérir de toute personne, société ou corporation toute affaire de même nature, ou incidente ou susceptible d'être conduite avec celle-ci, ou toute partie de ce commerce, et émettre des actions entièrement libérées ou des obligations de la compagnie en paiement total ou partiel du prix d'achat d'icelle;

Exercer tous les pouvoirs nécessaires soit comme principal, soit comme agents pour d'autres à commission, par partage dans les bénéfices ou autrement, sous le nom de "Montreal Book Room limited", au capital actions de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent actions de cent piastres (\$100.00) l'action.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril, 1915.

C. J. SIMARD,

2535—18-2

Sous-secrétaire de la province.

George Ridout, marchand, Thomas Elliott Kerr, marchand, Jacob Dewitt, advocate, Henry Charles McNeil, accountant, Harold Ernest Andrews Rose, student, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and importers and dealers in all objects which may be the object of commerce;

To carry on the business of a lending or circulation library;

To acquire, hold, lease, sell and convey any real estate, lands and buildings requisite or convenient for the carrying on of any or all of the aforesaid operations and undertakings, and to build, establish, construct, purchase, lease or otherwise acquire, maintain and operate mills, factories or plants for the purpose of making and manufacturing the aforesaid articles or any of them and all other articles and things of a kindred nature, and to do and perform all acts and things incidental thereto, and to sell, transfer or in any way dispose of such mills, factories and plants;

To apply for, purchase or otherwise acquire any copyright, trademarks, patents, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To take as security for any debt due the company chattel mortgages, mortgages and hypothecs upon the property of the debtors of the company, to take the moveable and immoveable property of the debtors of the company in pledge;

To acquire and own shares and securities in any other company or companies and to sell or otherwise deal with the same;

To issue fully paid-up shares in payment or part payment of the purchase price of any moveable or immoveable property, copyright, patent rights or shares in other companies that may be acquired by the company;

To acquire from any person, firm or corporation any business of a like nature or incident to the foregoing or capable of being operated in connection therewith or any part or such business, and to issue fully paid-up shares or bonds of the company in payment or part payment of the purchase price thereof;

To exercise all the foregoing powers either as principals or as agents for others on commission, sharing of profits or otherwise, under the name of "Montreal Book Room, Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, the twenty second day of April, 1915.

C. J. SIMARD,

2536—18-2

Deputy Provincial Secretary.

The Little Bonaventure Lumber, Limited

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un avril 1915, constituant en corporation MM. James Ferlatte, marchand, Herménégilde Robichaud, cultivateur, de Saint-Charles de Caplan, J. P. Eugène Gagnon comptable, Louis Alfred Létourneau, industriel et Laurier Auger, comptable, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Construire, entretenir, acquérir par achat, bail ou autrement, et exploiter des lignes électriques, de téléphone et télégraphe, lumière et pouvoir électriques, au moyen de câbles, poteaux et conduits sous l'eau et dans les airs ou sous terre de tout endroit à un autre dans la province de Québec, pourvu que tels câbles ou lignes soient construits de manière à ne pas gêner ou interrompre la navigation sur les eaux navigables;

Construire, entretenir et exploiter des lignes d'embranchement ou de prolongement de ses lignes principales à aucun endroit dans la province de Québec;

Acquérir par achat, louer ou affréter, entretenir et exploiter des vaisseaux à vapeur et autres, l'outillage, la machinerie et le matériel requis pour la pose, construction, entretien et l'exploitation de tels câbles, conduits et lignes;

Fabriquer, développer ou produire autrement et aussi acquérir par bail, achat ou autrement, de la vapeur, de l'énergie électrique, pneumatique, hydraulique ou autre, ou autre pouvoir, et les utiliser, vendre, louer ou en disposer autrement pour fins d'éclairage, chauffage ou force motrice dans les comtés de Gaspé, Bonaventure, et Matane;

Acquérir, utiliser et disposer de toutes concessions, contrats, franchises, inventions, brevets d'invention, ou le droit d'utiliser toute invention se rapportant en aucune façon à l'industrie de la compagnie;

Etablir des bureaux pour la transmission et la réception des dépêches, et pour les fins de l'industrie de la compagnie;

Exercer l'industrie de constructeurs de ponts dans toutes ses branches, aussi faire la construction et l'érection de toutes sortes de travaux de charpente en acier et fer.

Construire, changer, réparer, améliorer et entretenir, exploiter, gérer ou contrôler tous chemins et ponts qui paraîtront censés accroître les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou autrement aider et s'intéresser à leur construction, amélioration, entretien, exploitation, gérance, exécution ou contrôle;

Construire, entretenir, posséder et exploiter sur les propriétés possédées ou contrôlées par la compagnie et sur des propriétés y adjacentes tous tels réservoirs, écluses, canaux, biez ou autres conduits, usines, améliorations, couloirs, pouvoirs hydrauliques, aqueducs, glissoirs, jetées, chaussées, lignes télégraphiques et téléphoniques, chemins à rouleaux pour billots et autres travaux nécessaires et convenables pour produire et fabriquer, développer et créer du pouvoir de tous tels travaux, et transmettre et distribuer par aucun moyen quelconque tel pouvoir pour les fins de la compagnie, dans les comtés de Gaspé, Bonaventure et Matane, et vendre et disposer de tous pouvoirs ou les droits à d'autres personnes, d'utiliser aucune partie de la propriété susdite à tels termes qui seront jugés convenables, pourvu, cependant, que toute vente, distribution ou transmission de pouvoir au-delà des terrains de la compagnie soient subordonnées aux règlements locaux et municipaux à cet effet.

The Little Bonaventure Lumber, Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of April, 1915, incorporating Messrs. James Ferlatte, merchant, Herménégilde Robichaud, farmer of Saint Charles de Caplan, J. P. Eugène Gagnon, accountant, Louis Alfred Létourneau, manufacturer, and Laurier Auger, accountant, of the city of Quebec, for the following purposes:

To construct, maintain, acquire by purchase, lease or otherwise, and operate lines of electric telephone and telegraph, electric light and power, by means of cables, poles and conduits through any waters and overhead or underground from and to any places in the province of Quebec, provided that such cables or lines shall be so constructed as not to interfere with or interrupt the navigation of any navigable water;

To construct, maintain and operate branch lines and extensions from its main or trunk lines to any places in the province of Quebec;

To acquire by purchase, lease or charter, maintain and operate steam and other vessels, implements, machinery and plant required for the laying, construction, maintenance and operation of such cables, conduits and lines;

To generate, develop or otherwise produce and also acquire by lease, purchase or otherwise, steam, electric, pneumatic, hydraulic or other power or other force and to use, sell, lease or otherwise dispose of the same for the purpose of light, heat or power in the counties of Gaspé, Bonaventure and Matane.

To acquire, use and dispose of any concessions, contracts, franchises, inventions, letters patent of invention, or the right to use any invention in any way connected with or appertaining to its business;

To establish offices for the transmission and reception of messages, and for the purposes of its business;

To carry on the business of bridge building in all its departments, also the business of construction and erecting steel and iron structural work of every description;

To construct, alter, repair, improve and maintain, work, manage or control any roads and bridges, which may seem calculated to advance the company's interest, and to contribute, to subsidize or otherwise assist and take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To construct, maintain, own and operate of property owned or controlled by the company and on property adjacent thereto all such reservoirs, dams, flumes, race or other ways, works, improvements, booms, sluice-ways, water powers, aqueducts, slide, piers, roadways, telegraph and telephone lines, log rolls and other works as may be necessary and expedient to produce and generate, develop and create power from any such works, and the same to transmit and distribute by any means whatever for the purposes of the company in the counties of Gaspé, Bonaventure and Matane; and to sell and dispose of any power or the rights to use any portion of the aforesaid property to others upon such terms as may be deemed expedient, provided, however, that any sale, distribution or transmission of power beyond the lands of the company shall be subject to local and municipal regulations in that behalf;

Acquérir et développer tout pouvoir hydraulique, et construire, entretenir et exploiter des usines pour la production, l'accumulation et la distribution de la lumière, chaleur et pouvoir pour les fins de la compagnie;

Construire, entretenir et exploiter un système ou des systèmes d'aqueducs pour l'alimentation municipale ou manufacturière ou pour l'usage domestique et faire tous contrats et exercer toutes franchises s'y rapportant;

Faire le commerce de bois dans toute ses spécialités; faire les affaires de marchands de bois de construction, propriétaires de moulins et producteurs de bois de construction et acheter vendre, produire et préparer pour le marché, manipuler, exporter, importer et commercer toutes sortes de bois et bois de charpente, manufacturer et faire le commerce d'articles de toutes sortes dans la fabrication desquels le bois de charpente et le bois sont employés;

Faire les affaires de manufacturiers et commerçants de pâte de bois, pulpe chimique et papier dans toutes ses spécialités;

Acquérir par achat ou autrement et détenir des terrains, limites ou concessions forestières, lots de grève, pouvoirs hydrauliques, privilèges et droits et intérêts en iceux et y construire, développer, cultiver, exploiter, établir, et autrement les améliorer et utiliser, les hypothéquer, affermer ou autrement transiger ou aliéner;

Aider et soutenir au moyen de bonus, avances d'argent ou autrement, avec ou sans garantie, des colons ou des personnes ayant l'intention de s'établir comme tels sur tous terrains vendus par la compagnie ou lui appartenant, ou dans le voisinage de tels terrains et en général promouvoir la colonisation des dits terrains;

Acquérir, établir et exploiter des hôtels pensions et lieux d'amusements de toutes sortes;

Construire, acquérir, affréter, exploiter, louer, affermer, hypothéquer, vendre ou autrement disposer de toutes sortes de véhicules-moteurs, vaisseaux à vapeur et à voile, bateaux, barges, canots-moteurs, et autres sortes de navires, quais, jetées, éleveurs, entrepôts, hangars pour fret et autre bâtisses;

Faire les affaires de marchands généraux et commerçants.

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autrement, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec les objets précités ou censés directement ou indirectement accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acheter ou autrement acquérir et entreprendre la totalité ou aucune partie des biens, commerce, propriété, privilèges, contrats, droits, obligations et dettes de toutes personnes ou compagnie exerçant tout commerce que cette compagnie est autorisée à exercer, ou tout commerce semblable ou en possession de biens convenables à ces fins ou que la compagnie peut, par les présentes, avoir le pouvoir d'acheter, louer ou autrement acquérir, et les payer en actions, obligations, débetures ou valeurs de la compagnie;

Emettre, transporter et répartir des actions acquittées du capital de la compagnie en paiement de tout commerce, franchise, entreprise, propriété, droits, privilèges, baux, hypothèques, permis, brevets d'invention, contrats, immeubles, fonds de commerce, valeurs et autres biens ou droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

To acquire and develop any water power and to construct, maintain and operate works for the generation, accumulation and distribution of light, heat and power for the purposes of the company;

To construct, maintain and operate a system or system of water works for the supply of water for municipal, manufacturing or domestic use and to enter into all contracts and franchises relating thereto;

To carry on business of lumbering in all its branches; to carry on the business as a timber merchant; saw mill proprietor and timber grower, and to buy, sell, grow and prepare for market, to manipulate, export, import and deal in wood and timber of all kinds and to manufacture and deal in articles of all kinds in the manufacture of which timber or wood is used;

To carry on the business of manufacturing and dealing in wood pulp, sulphite pulp and paper in all its branches;

To acquire by purchase or otherwise and hold lands, timber limits or leases, water lots, water privileges and powers and rights and interest therein, and to build upon, develop, cultivate, farm, settle and otherwise improve and utilize the same and mortgage, lease or otherwise deal with, dispose of the same;

To aid and assist by way of bonus, advances of money or otherwise, with or without security, settlers or intending settlers upon any lands belonging to or sold by the company, or in the neighbourhood of such land and generally to promote the settlements of said lands;

To acquire, establish and operate hotels, boarding houses and places of amusement of all kinds;

To construct, acquire, charter, operate, hire, lease, mortgage, sell or otherwise dispose of all kinds of motor carriages, steam and sailing vessels, boats, barges, motor boats and other vessels, wharves, docks, elevators, warehouses, freight sheds and other buildings;

To carry on business as general merchants and traders;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any person, or company, carrying on any business which this company is authorized to carry on or any business similar thereto, or possessed of property suitable for the purposes thereof or which the company may be hereby empowered to purchase, lease, or otherwise acquire, and to pay for the same in shares, bonds, debentures or securities of the company;

To issue, hand over and allot, as paid up stock, shares of the capital stock of the company in payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, mortgages, licenses, patents, contracts, real estate, stock, securities and other property or rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company;

Acheter ou autrement acquérir, et détenir et posséder des actions du capital-actions ou obligations ou débetures d'autres compagnies ou corporations possédant des pouvoirs semblables à ceux de la compagnie et les vendre et en disposer autrement;

S'associer ou faire des conventions pour le partage des profits ou l'union des intérêts avec toute personne ou compagnie exerçant ou étant engagée ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre tout commerce ou transaction que la compagnie est autorisée à exercer ou à entreprendre, ou tout commerce y allié, faire des avances d'argent, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre, acheter ou autrement acquérir des actions ou valeurs de toute compagnie, les vendre, détenir ou en disposer autrement;

Employer aucun des fonds de la compagnie à l'achat d'actions de toute autre compagnie ou corporation;

Lever et aider à lever des fonds, afin d'aider au moyen de bonus, prêt, promesse, endossement, garantie des obligations, débetures et autres valeurs ou autrement toute corporation dans le capital-actions de laquelle la compagnie détient des actions ou avec laquelle elle peut avoir des relations commerciales et agir en qualité d'employés, agent ou gérant de toute telle corporation et garantir l'exécution des contrats par toute telle corporation ou par toute personne ou personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations commerciales;

Faire tous les actes et exercer tous pouvoirs et entreprendre tout commerce ayant rapport à l'accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est incorporée;

Rémunérer par paiement en argent, obligations ou toute autre manière, toute personne ou personnes, corporation ou corporations pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions du capital de la compagnie ou toutes débetures ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation ou promotion de la compagnie et dans la conduite de l'affaire;

Les objets et pouvoirs dans chaque paragraphe des présentes sont en aucune manière limités ou restreints par déduction ou introduction des termes d'aucune autre clause ou d'aucun autre paragraphe, mais les pouvoirs et objets spécifiés dans chacune des clauses seront considérés des objets et pouvoirs indépendants, sous le nom de "The Little Bonaventure Lumber, Limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour d'avril 1915.

C. J. SIMARD,

2517-18-2 Sous-secrétaire de la province.

Pacific Hotel Company

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un avril 1915, à la compagnie "Arlington Hotel Company", par lesquelles son nom est changé par celui de "Pacific Hotel Company".

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour d'avril 1915.

C. J. SIMARD,

2539-18-2 Sous-secrétaire de la province.

To purchase, or otherwise acquire, and hold and own shares in the capital stock or bonds or debentures of other companies or corporations possessing powers similar to those of the company and to sell and otherwise dispose of the same;

To enter into any partnership or into any arrangement for sharing of profits or union of interests with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or germane thereto, and to make advances, to guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take, purchase or otherwise acquire shares or securities of any company and to sell, hold or otherwise deal with the same;

To issue any of its funds in the purchase of stock in any other company or corporations;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise any corporation in the capital stock of which the company holds shares or with which it may have business relations, to act as employee, agent or manager of any such corporation and to guarantee the performance of contracts by any such corporation or by any person or persons with whom the company may have business relations;

To do all acts and exercise all powers and carry on all business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated;

To remunerate by payment in cash, bonds or in any other manner, any person or persons, corporation or corporations for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of shares of the capital stock of the company or any debentures or other securities of the company in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

The objects and powers in each paragraph hereof are in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other clause or any other paragraph but the powers and objects specified in each of the clauses shall be regarded as independent objects and powers, under the name of "The Little Bonaventure Lumber, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty first day of April, 1915.

C. J. SIMARD,

2518-18-2.. Deputy Provincial Secretary.

Pacific Hotel Company

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of April, 1915, changing the name of the "Arlington Hotel Company", to that of "Pacific Hotel Company".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of April, 1915.

C. J. SIMARD,

2540-18-2 Deputy Provincial Secretary.

Ranger Auto-Bus Service, Limited

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et un avril, 1915, constituant en corporation MM. Wilfrid E. Ranger, marchand; J. B. Origène Ranger, comptable; Maxime Ranger, bourgeois; J. Evariste Ranger, marchand, de Lachine, et O. Maxime Ranger, marchand, de Saint-Lambert, dans les buts suivants;

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce de voiturier, du transport de personnes, de meubles, marchandises et d'effets mobiliers et faire toutes autres affaires en rapport avec tel commerce.

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie, comme un commerce en opération ou autrement, et exercer tout commerce de voiturier et de transport et les payer en argent ou obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail ou tout autre titre et posséder toutes propriétés immobilières et mobilières qui peuvent être nécessaires aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ces propriétés mobilières et immobilières, en disposer et en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Acheter, vendre et fournir toutes voitures, machines avec leurs accessoires se rattachant aux affaires et au commerce de la compagnie;

Construire, entreprendre et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des entreprises et du commerce de la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter et émettre des billets à ordre, lettres de change, chèques, connaissement, mandats et autres effets négociables;

Se fusionner ou s'associer avec toute autre compagnie ou conclure des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, concessions réciproques ou autrement, avec toute personne, personnes, compagnies ou corporations, faisant ou entreprenant toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire;

Louer, vendre l'entreprise et les biens de la compagnie, ou toute autre partie d'iceux, pour les considérations que la compagnie jugera convenable ou en dispenser autrement et si la chose est jugée convenable ou à propos, pour des actions, obligations en faveur de toute autre compagnie ou corporation;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, toutes actions, débentures, valeurs, espèces ou propriétés appartenant à la compagnie;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie des actions acquittées ou non sujettes à appel de la compagnie comme considération pour travaux faits ou services rendus à la compagnie;

Acheter et détenir des actions de toute autre compagnie, dont les objets sont semblables en tout ou en partie à ceux de la présente compagnie;

Enfin faire tous les actes nécessaires pour entreprendre et mener à bonne fin toutes les affaires de la dite compagnie ou ayant rapport à la mise en exécution des objets d'icelle, sous le nom de "Ranger Auto-Bus Service, Limited", avec un fonds social de quinze mille piastres

Ranger Auto-Bus Service, Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1915, incorporating Messrs. Wilfrid E. Ranger, merchant, J. B. Origène Ranger, accountant; Maxime Ranger, gentleman, J. Evariste Ranger, merchant, of Lachine, and O. Maxime Ranger, merchant, of Saint Lambert, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of common carriers and the transportation of passengers, furnishings, goods and moveable effects and any other business incidental thereto;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any person, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on the business of common carriers and transportation and to pay for the same in cash or in bonds or in paid up shares of the company;

To purchase or otherwise acquire by lease or any other title and to hold any immoveable and moveable property which may be deemed necessary for the objects for which this company is incorporated and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or in paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease, dispose of and deal with all or any such moveable and immoveable property and to borrow money upon the security thereof;

To purchase, sell and supply all vehicles, machinery with all accessories thereto incidental to the business and trade of the company;

To construct, undertake and operate upon all lands acquired or held by the company and any other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the company's undertaking and business;

To draw, make, accept and endorse, discount and issue promissory notes, bills of exchange, cheques, bills of lading, warrants and other negotiable instruments;

To amalgamate or enter into partnership with any other company or enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or persons, companies or corporations carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on;

To lease, sell the undertaking or property of the company or any other portion thereof, for the considerations which the company may deem proper or otherwise dispose thereof if it should be deemed convenient or proper, for shares, bonds in favor of any other company or corporation;

To distribute amongst the shareholders of the company, in kind, any shares, debentures, securities, specie or property belonging to the company;

To distribute amongst the shareholders of the company paid up and non assessable shares of the company as the consideration for work done for or services rendered to the company;

To purchase and hold shares of any other company the objects of which are altogether or partly similar to those of the present company;

Finally to do all the acts necessary for the undertaking and the carrying out of all the company's business or incidental thereto, under the name of "Ranger Auto-Bus Service Limited", with a capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into one hundred and fifty

(\$15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Lachine.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-et-unième jour d'avril 1915.

C. J. SIMARD,

2533—18-2 Sous-secrétaire de la province.

Back River Jockey Club, Limited

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux avril 1915, à la compagnie "The Montreal Aero Company", par lesquelles son nom est changé par celui de "Back River Jockey Club, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1915.

C. J. SIMARD,

2537—18-2 Sous-secrétaire de la province

Anderson--Ste Marie Stone Company, Ltd

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril 1915, constituant en corporation MM. Thibaudeau Rinfret, Conseil du Roi, Joseph Emile Billette, Arthur Reginald Whitney Plimsoll, Reignier Brodeur, avocats; Hector Langevin, teneur de livre, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer, dans toutes ses ramifications, le commerce de la pierre en l'acquérant, la modifiant pour en disposer;

Faire et exercer l'industrie de constructeurs et entrepreneurs dans le but de construire et d'édifier des constructions, de les modifier, de les réparer, ou d'exécuter tous les travaux en rapport avec toute espèce de constructions et d'améliorations de toute nature et de toute sorte, comprenant l'édification, la reconstruction, l'allégation, l'ornementation, la décoration, l'ameublement, la réparation des maisons d'habitation, manufactures, magasins, travaux et constructions de toute espèce et description; la localisation, le tracé et la construction des routes, avenues, entrepôts, glissoires, tuyaux d'aqueduc, ponts, puits, murs, canaux, et installations de force motrice;

Manufacturer, acheter, vendre, échanger et commercer de toute espèce de matériaux, produits manufacturés ou bruts, soit de fer, acier, bois, brique, ciment, granit, pierre et de tout autre produit et matériel se rapportant à l'acquisition de la pierre; acheter, acquérir, posséder, se servir, utiliser, échanger, louer et disposer de droits, licences, patentes, lettres patentes, procédés, plans, inventions, marques de commerce, formules, franchise et autres droits;

Fabriquer, acheter, vendre et trafiquer de toute espèce de moulage métallique, machinerie, engins, pompes, cabestans, treuils, outils et autres effets, marchandises ou articles faits de cuivre, fer ou autres métaux, y compris leurs dérivés;

Acheter ou autrement acquérir ou entreprendre tout le commerce ou partie du commerce, de la propriété, de l'actif et du passif de toute personne, société ou compagnie exerçant un commerce semblable, dans son objet, à celui de cette compagnie, ou composé de biens pouvant servir à l'obtention des fins de la compagnie;

Emettre des actions libérées, des obligations ou des débetures en paiement total ou partiel de biens meubles ou immeubles, ou des droits,

(150) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Lachine.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of April, 1915.

C. J. SIMARD,

2534—18-2 Deputy Provincial Secretary.

Back River Jockey Club, Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1915, changing the name of the Montreal Aero Company, to that of Back River Jockey Club Limited.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1915.

C. J. SIMARD,

2538—18-2 Deputy Provincial Secretary.

Anderson--Ste Marie Stone Company, Ltd

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1915, incorporating Messrs. Thibaudeau Rinfret, K. C.; Joseph Emile Billette, Arthur Reginald Whitney Plimsoll, Reignier Brodeur, advocates, and Hector Langevin, book-keeper, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of acquiring, treating, and disposing of stone;

To conduct and carry on the business of builders and contractors, for the purpose of building, erecting, altering, repairing, or doing any other work in connection with any and all classes of buildings and improvements of any kind, and nature whatever, including the building, re-building, alteration, ornamenting, decorating, furnishing, repairing, or improving of houses, factories, buildings, works or erections of every kind and description; the locating, laying out and constructing of roads, avenues, docks, slips, sewers, bridges, wells, walls, canals, and power plant;

To manufacture, buy, sell, trade and deal in all and every kind of material, product, manufacture or unmanufactured, iron, steel, wood, brick, cement, granite, stone, and other products and material, including the acquiring of stone; to buy, acquire, hold, use, employ, convey, lease and dispose of patent rights, letters patent, processes, devices, inventions, trademarks, formulae goodwill, and other rights;

To manufacture, buy, sell, and deal in all kinds of metallic castings, machinery, engines, pumps, capstans, winches, tools, and all other goods, wares, merchandise and articles made of brass, iron and other metals or any compound thereof;

To purchase or otherwise acquire or undertake all or any part of the business, property, assets, or liabilities of any person, partnership or company carrying on any business with objects similar in whole or in part to those of the company or composed of property suitable and proper for the purposes of the company;

To issue paid up shares, bonds or debentures for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, rights, claims, privi-

réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages dont la compagnie peut légalement faire l'acquisition;

Aussi émettre tel nombre d'actions libérées, obligations et autres garanties en paiement total ou partiel, ou les changer pour des actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre compagnie faisant un commerce similaire en tout ou en partie, ou dérivant du genre d'affaires de cette compagnie;

Acheter, acquérir, posséder, détenir le capital-actions, les obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, corporation ou appartenant à toute personne faisant les mêmes affaires que cette compagnie est autorisée à conduire; et acquérir, détenir, engager, transporter ou autrement disposer de ces actions, obligations ou autres valeurs, sans préjudice à la teneur de la section 44 de la loi des compagnies;

Faire des arrangements pour le partage dans les profits, union d'intérêts, coopération, entreprise conjointe, concession mutuelle ou autrement avec toute personne, société, compagnie faisant ou se proposant de faire le commerce que cette compagnie est autorisée à conduire; aussi se fusionner avec telle compagnie;

Prélever et aider à prélever de l'argent par le moyen de *boni*, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures, ou autrement, par valeurs ou autrement dans toute compagnie ou corporation; garantir l'exécution des contrats par toute personne avec qui la compagnie peut se trouver en relations d'affaires;

Placer les argents de la compagnie qui sont disponibles de telle manière qui pourra être déterminée de temps à autre;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature toute propriété ou actif de la compagnie, et spécialement, toutes actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie qui pourrait avoir acheté ou accaparé, soit totalement, soit partiellement, la propriété, l'actif et le passif de la compagnie;

Se fusionner avec toute autre compagnie semblable dans ses fins et ayant, en tout ou en partie des intentions identiques à celles énumérées dans les présentes;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer, en tout ou en partie, de la propriété, des droits, de l'entreprise de la compagnie à raison de telle considération qu'on pourra juger bonne et spécialement des actions, débetures ou valeurs dans toute compagnie semblable à celle-ci dans son but;

Faire des arrangements avec tout gouvernement fédéral, local, municipal ou autre, lesquels aideraient à l'obtention des fins de la compagnie ou de l'une d'elle, et obtenir de tel gouvernement ou autorité tous droits, privilèges et concessions qu'il serait désirable d'obtenir, et utiliser, exercer ou autrement vendre et disposer de ces droits, privilèges et concessions;

Donner en garantie, hypothéquer, engager tout bien meuble et immeuble, présent ou futur, que cette compagnie peut posséder dans cette province ou dans la puissance du Canada, afin de pouvoir faire l'émission des obligations, débetures ou du capital que la loi l'autorise à émettre;

Émettre, sous le sceau corporatif, des certificats attestant que le porteur a droit au nombre de parts y spécifié, et pourvoir, par coupon ou autrement, au paiement des dividendes à venir sur le capital-actions mentionné au certificat, lequel s'appellera certificat de part;

legues, concessions or other advantages which the company may legally acquire, and also to issue such fully paid up shares, bonds or other securities in payment, part payment, or exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar in whole or in part or incidental to the business of this company;

To purchase, acquire, hold and own capital stock, bonds or other securities of any other company, corporation or individual carrying on or engaged in any business which this company is empowered to carry on or engage in, and to acquire, hold, pledge or transfer or otherwise dispose of such shares, bonds or other securities, notwithstanding the provisions of section 44 of the companies Act;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union or interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise with any person, partnership, company carrying on or engaged in or about to carry on any business or transaction which this company is authorized to engage in or to carry on, or to amalgamate with any such company;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or otherwise, securities or otherwise of any other company or corporation, and to guarantee the performances of contracts by any such persons with whom the company may have business relations;

To invest the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute amongst the shareholders of the company, in kind, any property or assets of the company, and in particular any shares, debentures or securities of any other company or companies which may have purchased or taken over, either in whole or in part, the property, assets of liabilities of this company;

To amalgamate with any other company or companies having objects similar in whole or in part with those herein enumerated;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of, in whole or in part, the property, rights, or undertaking of the company for such consideration as may be agreed upon, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To enter into any arrangement with the governments or authorities, supreme, municipal, local, or otherwise that may seem conducive to the Company's objects or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges, and concessions which it may be desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with, or sell and dispose of any such arrangement, rights, privileges, or concessions;

To hypothecate, mortgage, or pledge any property, moveable or immovable, present or future, which the company may own in any province of the Dominion of Canada, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which it is by law entitled to issue;

To issue, under its common seal, a warrant stating that the bearer of the warrant is entitled to the share or shares therein specified and to provide, by coupons or otherwise, for the payment of future dividends on the share or shares included in the warrant to be termed a share-warrant;

Rénumérer par argent comptant, part ou capital-actions, obligations ou autre manière, toute personne, ou corporation, de leurs services passés ou futurs pour leur concours dans la souscription du capital-actions de la compagnie, dans ou à l'occasion de la formation de la compagnie, ou dans la gestion de ses affaires;

Acquérir, détenir, engager ou autrement disposer de toute manière de tout bien meuble ou immeuble;

Faire toute et chacune des choses nécessaire, convenable et propre à l'obtention de l'une quelconque des fins de la compagnie, ci-haut mentionnées, qui sembleront ou pourront sembler nécessaires au bien et à la protection du bien corporatif, qu'il soit détenu par la compagnie à titre de propriétaire ou autrement;

Tout pouvoir concédé dans l'un des paragraphes des présentes ne saurait être limité ou restreint par référence ou induction des termes d'un autre paragraphe, sous le nom de "Anderson-Sainte-Marie Stone Company, Limited", avec un capital-action de dix mille piastres, (\$10,000.00), divisé en cent parts (100) de cent piastres (\$100.00) la part.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1915.

C. J. SIMARD,

2581-18-2 Sous-secrétaire de la province.

La compagnie "Cluff Manufacturing Company Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Louis A. Payette, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 22 avril 1915. 2515

Weredale Park Limited

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 17 avril constituant en corporation MM. Daniel Percy Gillmor, avocat; Francis George Bush, comptable, George Robert Drennan, sténographe; Michael Joseph O'Brien et Herbert William Jackson, commis, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder des immeubles;

Construire des maisons d'habitation et autres édifices sur tous ou aucune partie des dits immeubles;

Vendre, louer, transporter, hypothéquer, échanger tous ou aucune partie des dits immeubles, en disposer ou en faire le commerce autrement, et développer, améliorer et diviser toutes telles propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, squares ou autrement;

Faire des avances de deniers par voie de prêts aux acheteurs et locataires d'aucune partie des immeubles de la compagnie pour fins de construction ou autres améliorations;

Avec l'approbation des actionnaires aider au moyen d'avances de deniers ou autrement

To renumerate by payment in cash, stock, bonds, or any other manner, any person or persons, or corporation or corporations, for services rendered, or to be rendered in placing or assisting to place, or guaranteeing the placing of any of the shares of the stock of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or in the conduct of its business;

To acquire, hold, charge, and dispose of, in any manner whatsoever, any moveable or immovable property;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper, for the accomplishment of any of the purposes or attainment of any one or more of the objects herein enumerated, or which shall or may at any time appear to be necessary for the protection or benefit of the corporation, either as holder of or interested in any property or otherwise;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraphs, under the name of "Anderson-Sainte-Marie Stone Company, Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty second day of April, 1915.

C. J. SIMARD,

2582-18-2 Deputy Provincial Secretary.

The Cluff Manufacturing Company Limited, has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Louis A. Payette, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Québec, 22nd April, 1915. 2516

Weredale Park Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec companies' act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th of April, 1915, incorporating Messrs. Daniel Percy Gillmor, advocate; Francis George Bush, book keeper; George Robert Drennan, stenographer; Michael Joseph O'Brien and Herbert William Jackson, clerks, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise and to own real estate;

To construct dwelling houses and other buildings, upon such real estate or any part thereof;

To sell, lease, convey, mortgage, exchange, dispose of, or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements;

With the approval of the shareholders to aid by way of advances or otherwise in the construc-

à la construction et l'entretien de chemins, rues, aqueducs, égouts et autres travaux d'amélioration censés rendre les propriétés de la compagnie plus facile d'accès et en augmenter la valeur;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, obligations ou charges pour garantir le prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie, ou toutes sommes de deniers dues à la compagnie par les acheteurs, ou avancées par la compagnie aux acheteurs ou à d'autres personnes pour fins de construction ou autres améliorations;

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre, et disposer d'actions, stocks, débiteures ou valeurs dans toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie ou faisant tout commerce pouvant être conduit de manière à porter profit directement ou indirectement à cette compagnie;

Vendre ou disposer autrement de toute partie des immeubles ou autres propriétés possédées par la compagnie pour telles considérations et aux termes et conditions que la compagnie jugera convenables; et accepter de l'argent, actions, obligations, débiteures, stock ou valeurs de toute autre compagnie en paiement ou partie de paiement d'iceux;

Émettre des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres valeurs en paiement ou paiement partiel pour toutes propriétés réelles ou personnelles, droits ou autres biens acquis par la compagnie sans aucun titre, ou pour services rendus pour promouvoir la compagnie ou autrement;

Vendre, louer ou disposer autrement de la totalité ou aucune partie de l'entreprise de la compagnie, pour telle considération que la compagnie jugera convenable, ou se fusionner avec tout individu, firme ou corporation exerçant une industrie avec des objets en tout ou partie semblables à ceux de cette compagnie, aux termes et conditions qui seront jugés convenables, et en paiement de telle considération, accepter de l'argent, ou au lieu de l'argent, des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel, obligations, débiteures ou autres valeurs de toute corporation, et distribuer parmi les actionnaires de la compagnie de temps à autre toutes espèces, actions, obligations, débiteures, valeurs ou autres propriétés appartenant à la compagnie;

Et généralement faire toutes autres choses incidentes à l'accomplissement des objets de la compagnie;

Les pouvoirs dans chaque paragraphe ne devant être en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Weredale Park, Limited", avec un capital actions de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour d'avril 1915.

C. J. SIMARD,

2329—16-2 Sous secrétaire de la province.

St. Lawrence Realty Company, Limited

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'avril, 1915, constituant en corporation MM. Harold Beaufort Mussen, agent d'assurance, Thomas Achibald Ward, marchand, William Fawcett Hamilton, médecin, de Montréal, Louis Elie Geoffrion, gentilhomme, d'Outremont, et Gordon Balfour Kingan, comptable, de Westmount, dans les buts suivants:

Exercer le commerce général d'immeubles dans toutes ses branches;

Acheter, louer, affermer et échanger ou acquérir autrement, posséder, construire et bâtir toutes propriétés mobilières et immobilières, franchises, privilèges, clientèle et droits de toute autre per-

tion and maintenance of roads, streets, water-works, sewers and other works of improvements calculated to render the company's property more accessible, and to enhance its value;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, or any money due to the company from purchasers, or advanced by the company to purchasers or others, for building purposes or other improvements;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company;

To sell or otherwise dispose of any portion of the real estate or other property owned by the company for such considerations and upon such terms and conditions as the company shall see fit; and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment or part payment therefor;

To issue fully paid up and non assessable shares, bonds or other securities of the company in payment or part payment for any real or personal property, rights or other assets acquired by the company by any title, or for services rendered by way of promotion or other wise;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company, or any part thereof for such consideration as the company may deem proper, or to amalgamate with any individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable and in payment of the consideration therefor to accept cash, or in lieu of cash fully paid up and non assessable shares, bonds, debentures or other securities of any corporation, and to distribute among the shareholders of the company from time to time, any specie, shares, bonds, debentures, securities or other property belonging to the company;

And generally to do all such other things as are incidental to the carrying out of the objects of the company;

The powers in each paragraph to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Weredale Park, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of April, 1915.

C. J. SIMARD,

2330—16-2 Deputy Provincial Secretary.

St. Lawrence Realty Company, Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1915, incorporating Messrs. Harold Beaufort Mussen, insurance agent, Thomas Archibald Ward, merchant, William Fawcett Hamilton, physician of Montreal, Louis Elie Geoffrion, gentleman, of Outremont, and Gordon Balfour Kingan, accountant, of Westmount, for the following purposes:

To carry on a general estate business in all its branches;

To purchase, let, lease and exchange or otherwise acquire, possess, construct and build all property, moveable and immoveable, franchises, privileges, custom and rights of any other person,

sonne, compagnie ou corporation exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie;

Acquérir le fonds de commerce ou biens et se charger des obligations de toutes personnes ou compagnies exerçant la totalité ou aucun des objets de la présente compagnie;

Donner en paiement de propriétés mobilières ou immobilières, de services rendus, de valeurs, de factures, de dettes, des actions acquittées ou en partie acquittées de la compagnie;

Céder et transporter par vente, échange ou autrement des actions dans la présente compagnie à toutes autres compagnies formées pour l'exercice d'aucun ou plusieurs des objets de la présente compagnie.

Prélever de l'argent et pour cette fin emprunter, hypothéquer et émettre des bons et obligations comportant hypothèques sur les propriétés de la compagnie et généralement engager le crédit de la compagnie;

Et généralement faire toutes autres opérations permettant à la compagnie d'atteindre le but pour lequel elle est constituée et exercer tous droits et pouvoirs accordés par la loi des compagnies de Québec, sous le nom de "St. Lawrence Realty Company, Limited", avec un capital actions de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000.00) divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

En paiement d'actions souscrites par eux, les requérants transporteront à la compagnie partie de leurs intérêts dans une propriété située dans la cité de Montréal, sur la rue Bleury et portant les numéros de subdivision 1, 2, 3, 4 et 5 du lot connu sous le numéro 534 des plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Laurent.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour d'avril 1915.

C. J. SIMARD,

2405

Sous-secrétaire de la province.

AVIS.

Avis est par le présent donné que la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Pamphile, ayant été établi aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformé aux exigences de la loi, la dite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, formée en vertu des dits articles du dit paragraphe, peut légalement transiger relative au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur, savoir; assurance mutuelle contre le feu, des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques étant ni des risques de commerce, ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni extra-hasardés), dans les limites du comté de l'Islet, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-sixième jour d'avril, 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Division des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

2571—18-2

company or corporation carrying on, in whole or in part, a similar business;

To acquire the stock or property and assume the liabilities of all persons or companies carrying on all or some of the objects of the present company;

To give in payment of moveables or immoveables generally, of services, of values, of accounts, of debts, shares of the company wholly or in part paid up;

To make over and transfer by sale, exchange or otherwise shares in the present company to other companies formed for one or several of the objects of the present company;

To raise money and for that purpose to borrow, hypothecate and issue bonds and obligations on the property of the company and generally to pledge the credit of the company;

And generally to carry on all other operations enabling the company to attain the ends for which it is incorporated and exercise all the rights and powers conferred by the Quebec Companies Act, under the name of "The St. Lawrence Realty Company, Limited", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

In payment of the shares subscribed by them, the applicants are to transfer to the company part of their interests in a property situated in the city of Montreal, on Bleury street and bearing the subdivision numbers, 1, 2, 3, 4 and 5 of the lot known as No. 534 in the official plan and book of reference for St. Lawrence Ward.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of April, 1915.

C. J. SIMARD,

2406

Deputy Provincial Secretary.

NOTICE.

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Pamphile", has been established in conformity with articles 6886 and following, subsection VI, section XXII, chap. III, title XI, of the Revised Statutes of the Province of Québec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company formed under the said article of the said article of the said sub-section may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their declaration to the Inspector, namely; mutual fire insurance on farm buildings and isolated risks, (such risks being other than commercial, or on buildings used for commercial or manufacturing purposes, or extra-hazardous), within the limits of the county of l'Islet, in the province of Québec.

Given pursuant to Article 6950 of the Revised Statutes of the province of Québec, 1909, this twenty-sixth day of April, 1915.

For the treasurer of the Province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec.

2572—18-2

AVIS.

Avis est par le présent donné que "The Saint Andrew's Society of Quebec", de Québec, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée pour faire dans cette province les affaires d'une société charitable tel qu'exposée dans sa charte d'incorporation, la loi 33 Vic., 1870, chap. 49.

Le siège principal de la société est dans la cité de Québec.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. Q. Q., 1909, ce vingt-troisième jour d'avril, 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

2509—18-2

AVIS.

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de la Baie du Febvre", ayant été établi aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformé aux exigences de la loi, la dite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu formée en vertu des dits articles du dit paragraphe peut légalement transiger relative au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur, savoir: assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques étant ni des risques de commerce, ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni extra-hazardés), dans les limites du comté de Yamaska, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce dix-neuvième jour d'avril, 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Division des assurances,
Département du Trésor, Québec.

2431—17-2

AVIS.

Avis est par le présent donné que "La Compagnie Française du Phenix", de Paris, France, a été enregistrée pour faire les affaires dans cette province d'assurance contre le feu, le et après le dix-septième jour d'avril, 1915.

Les nom et adresse du principal agent pour la province de Québec sont T. F. Dobbin, 17 rue Saint-Jean, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. Q., 1909, ce dix-septième jour d'avril, 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

2367—17-2

2177-14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 27 avril 1915.

Il a plu au LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 22 avril courant, 1915, de détacher de la municipalité scolaire de

NOTICE.

Notice is hereby given that "The Saint Andrew's Society of Quebec", of Quebec, P. Q., has obtained a license and has been registered to transact in this province, the business of a Charitable Association as set forth in its act of incorporation, 33 Viet., 1870, chap. 49.

The head office of the Society is in the city of Quebec.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty third day of April, 1915.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

2510—18-2

NOTICE.

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de La Baie du Febvre" has been established in conformity with articles 6886 and following, sub-section VI, section XXII, chap. III, title XI, of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company formed under the said article of the said sub-section may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their declaration to the inspector, namely: mutual insurance against fire, lightning and wind on farm buildings and isolated risks being other than commercial, or on buildings used for commercial or manufacturing purposes, or extra-hazardous, within the limits of the county of Yamaska in the province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, this nineteenth day of April, 1915.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec.

2432—17-2

NOTICE.

Notice is hereby given that "La Compagnie Française du Phenix", of Paris, France, has been registered to transact within the Province of Quebec the business of Fire Insurance on and after the seventeenth day of April, 1915.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec are T. F. Dobbin, 17 Saint John street, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. Q., 1909, this seventeenth day of April, 1915.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

2368—17-2

2177-14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 27th April, 1915.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the 22nd April instant, 1915, to detach from the

Hamilton, (Saint-Bonaventure), dans le comté de Bonaventure, tout le territoire suivant compris dans les limites ci-après décrites du cadastre officiel du canton Hamilton, savoir: borné vers le sud-ouest par la Baie des Chaleurs; vers le nord-est par la ligne limitative entre les rangs V et VI; vers le sud-est par la ligne entre les lots Nos 310 et 311, dans le rang I, la limite sud-est de la partie ouest du lot numéro 714, patentée comme partie ouest du lot No. 25 primitif dans le rang II, la ligne entre les lots Nos 859-860 du rang III, la ligne entre les lots Nos 977, 978, du rang IV et la ligne entre les lots Nos 1051, 1052 du rang V; vers le nord-ouest par les paroisses de Saint-Charles de Caplan et Saint-Alphonse de Liguori ou ligne entre les lots Nos 210 et 211 du rang I, entre les lots Nos 663 et 664 du rang II, entre les deux moitiés exactes du lot No 819 du rang III, entre les lots Nos 951 et 952 du rang VI et entre les lots Nos 1035 et 1036 du rang V, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Saint-Siméon de Bonaventure".

2547

school municipality of Hamilton (Saint Bonaventure), in the county of Bonaventure, the whole of the following territory comprised within the hereinafter described limits of the official cadastre of the township of Hamilton, to wit: bounded towards the south west by Bay des Chaleurs; towards the north east by the division line between the 5th and 6th ranges; towards the south east by the line between the lots Nos. 310 and 311 in the 1st range, the south east limit of the west part of the lot No. 714, patented as the west part of the lot original number 25, of the 2nd range, the line between the lots Nos. 859 and 860 of the 3rd range, the line between the lots Nos. 977, 978 of the 4th range, and the line between the lots Nos. 1051 and 1052 of the 5th range; towards the north west by the parishes of Saint Charles de Caplan and Saint Alphonse de Liguorie or the lines, between the lots Nos. 210 and 211, of the 1st range, between Nos. 663 and 664 of the 2nd range, between the two exact halves of the lot No. 819 of the 3rd range, between the lots Nos 951 and 952 of the 4th range, and between the lots Nos. 1035 and 1036 of the 5th range, and to erect the whole of the above territory into a separate school municipality under the name of "Saint-Siméon de Bonaventure."

2548

3140-14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 27 avril 1915.

Il a plu au LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 22 avril courant, 1915, d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Henri de Brome, comté de Brome, tout le territoire de la municipalité scolaire de Saint-Edouard de Brome même comté, savoir: les lots Nos. 647 à 676 inclusivement du canton de Brome, pour les catholiques seulement.

2551

3140-14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 27th April, 1915.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the 22nd April instant, 1915, to annex to the school municipality of Saint Henri de Brome, county of Brome, the whole of the territory of the school municipality of Saint Edouard de Brome aforesaid county to wit: the lots Nos. 647 to 676 both inclusive of the township of Brome, for catholic only.

2552

2163-14.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 27 avril 1915.

Il a plu au LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 22 avril courant, 1915, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Flavien, village, dans le comté de Lotbinière, les lots Nos 293 à 304 et 416 à 424 inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Flavien, et de les annexer à celle de Saint-Flavien, paroisse, même comté.

2549

2163-14.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 27th April, 1915.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the 22nd April instant, 1915, to detach from the school municipality of Saint Flavien, village, in the county of Lotbinière, the lots Nos. 293 to 304 inclusive, and 416 to 424 inclusive of the official cadastre of the parish of Saint Flavien and to annex same to the school municipality of Saint Flavien, parish.

2550

3587-13

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 26 avril 1915.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'ériger en municipalité scolaire le rang de la Pointe-aux-Outardes et le rang de la Rivière aux Outardes, dans le canton Manicouagan, à l'est de Bersimis, dans le comté de Saguenay, sous le nom de "Pointe aux Outardes".

2521-18-2

3587-13

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 26th April, 1915.

The Superintendent hereby gives notice that application is made to erect into a school municipality under the name of "Pointe aux Outardes" the range of Pointe aux Outardes and the range of River aux Outardes, in the township of Manicouagan, east of Bersimis, in the county of Saguenay.

2522-18-2

884-15

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 19 avril, 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Causapsal, dans le comté de Matane, les mots suivants, savoir: Le rang I canton Causapsal nord, les lots Nos 12 à 15 inclus du

884-15

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 19th April, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Causapsal, in the county of Matane, the following lots, to wit: Range I, township of Causapsal north, the lots, Nos. 12 to 15 both in-

rang I canton Lepage; les lots A, B, C, et 41 du rang I et le lot 41 du rang III canton Causapsal sud; le rang A du canton Matalik et les lots 1, 2 et 3 du rang A du canton Humqui, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de Causapsal village, l'autre partie, devant être, à l'avenir, désignée sous le nom de Causapsal paroisse. 2373—17-2

707-15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.
Québec, 29 mars 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Aurèle, dans le comté de Beauce, les lots Nos 61 à 73 du rang 10, et 11 à 23 du rang 11 du canton Metgermette, et de les annexer à celle de Saint-Louis de Gonzague, comté de Dorchester.

2369—17-2

25-15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 19 avril 1915.

Avis est donné qu'une requête a été reçue demandant de détacher de la municipalité scolaire des Mille Isles No 2, les lots 193, 194, 195, 196, 197 et 198 de la municipalité des Mille Isles, comté d'Argenteuil, et de les annexer à la municipalité scolaire des Mille Isles No 3, pour fins scolaires protestantes.

2371—17-2

23.15.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 20 avril 1915.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Howick, dans le comté de Châteauguay les lots Nos 89 à 99 inclusivement des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Martine, et de les annexer à celle de Sainte-Martine, même comté.

2391—17-2

Avis Divers

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 341. Dame Clarinda Barbeau des cité et district de Montréal, épouse de Guillaume Bédard, ouvrier du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Ledit Guillaume Bédard, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 8 avril 1915.

J. OCTAVE MOUSSEAU,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 26 avril 1915.

2575—18-5

Cour Supérieure. Canada, Province de Québec. District de Québec. No 861. Dame Marie Légaré, de la cité de Québec, épouse de Hubert Moisan du même lieu, autorisée à ester en justice Demanderesse; vs le dit Hubert Moisan.

Un action en séparation de biens a été intentée en cette cause, ce jour.

CASGRAIN, RIVARD, CHAUVEAU

& MARCHAND,

Procureurs de la Demanderesse.

Québec, 22 avril 1915.

2573—18-5

2

clusive of range I, township of Lepage; the lots A, B, C, and 41 of range I and lot 41 of range III township of Causapsal south; the range A of the township of Matalik and the lots 1, 2 and 3 of range, A of the township of Humqui, and to erect the whole of the above territory into a district school municipality, under the name of Causapsal village, the remaining portion to be henceforth designated under the name of Causapsal, parish. 2374—17-2

707-15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 29th March, 1915

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Sainte Aurèle, in the county of Beauce, the lots, Nos. 61 to 73 of the 10th range, and 11 to 23 of the 11th range of the township of Metgermette, and to annex the above lots to the school municipality of Saint-Louis de Gonzague, county of Dorchester.

2370—17-2

25-15.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 19th April, 1915.

Application is made to detach lots 193, 194, 195, 196, 197 and 198 of the municipality of Mille Isles, Argenteuil county, from the school municipality of Mille Isles No. 2, and to annex them to the school municipality of Mille Isles No. 3 for Protestant school purposes.

2372—17-2

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

23.15.

Quebec, 20th April, 1915.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of Howick, in the county of Châteauguay, the lots 89 to 99, both inclusive, of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Martine, and to annex the same to the school municipality of Sainte Martine, aforesaid county.

2392—17-2

Miscellaneous Notices

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 341. Dame Clarinda Barbeau of the city and district of Montreal, wife common as to property of William Bedard workman of the same place, duly authorized to sew, Plaintiff; vs William Bedard of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted 8th April, 1915.

J. OCTAVE MOUSSEAU,

Attorney for Plaintiff.

Montreal, 26th April, 1915.

2576—18-5

In the Superior Court. Canada. Province of Quebec. District of Quebec. No. 861. Dame Marie Légaré, of the city of Quebec, wife of Hubert Moisan of the same place, duly authorized to ester in justice, Plaintiff; vs The said Hubert Moisan, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

CASGRAIN, RIVARD, CHAUVEAU

& MARCHAND,

Attorney for Plaintiff.

Quebec, 22nd April, 1915.

2574—18-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Bedford. No 9487. Dame Alma Côté du village de Lawrenceville, dans le district de Bedford, épouse commune en biens, de Josaphat Bibeau, du même endroit, hôtelier, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Josaphat Bibeau, plus haut mentionné, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour instituée contre le défendeur.

C. A. NUTTING,
Procureur de la demanderesse.
Sweetsburg, 21 avril 1915. 2559

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 5210. Dame Gladys Susana Brimmer, épouse de Elwood Edward Shufelt, des cité et district de Montréal, entrepreneur, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Elwood Edward Shufelt, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur, le 17 avril 1915.

COTON & WESTOVER,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 17 avril 1915. 2341—17-5

Cour supérieure. Province de Québec. District d'Ottawa. No 4024. Dame Clephire Chatelain, du village de Thurso, district d'Ottawa, épouse commune en biens de Louis de Gonzague Gagnon, marchand du même lieu, Demanderesse; vs le dit Louis de Gonzague Gagnon, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 15ième jour d'avril 1915.

FORTIER & MAJOR,
Procureurs de la demanderesse.
Hull, avril 1915. 2343—17-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 1864. Dame Sara Radutsky, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Rubin Wudofsky, marchand de fourrures, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Rubin Wudofsky, des cité et district de Montréal, marchand de fourrures, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur, en cette cause, le 19 janvier 1915.

TRIHEY, BERCOVITCH KEARNEY
& LAFONTAINE,
2345—17-5 Procureurs de la demanderesse.

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 209. Dame Annie Poyaner, de la cité et du district de Montréal, épouse de Hiram M. Levinoff, gérant, du même lieu dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Hiram M. Levinoff, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour, vingt-neuf mars 1915.

SAINT-GERMAIN, GUERIN & RAYMOND
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 29 mars 1915. 1969—14-5

Cour Supérieure. Beauce. No 2185. Dame, Joséphine Hébert, épouse de Joseph Charles Chabot, agent, de Sainte-Justine, a, ce jour, institué contre son époux une action en séparation de biens, Saint-Joseph, Beauce, 29 mars 1915.—

PACAUD & MORIN,
1973—14-5 Procureurs de la demanderesse.

Superior Court. Province of Quebec. District of Bedford. No. 9487. Dame Alma Cote, of the village of Lawrenceville, in the district of Bedford, wife common as to property, of Josaphat Bibeau of the same place, hotel-keeper, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Josaphat Bibeau, as above described, Defendant.

An action for separation as to property, has this day been instituted against the Defendant.

C. A. NUTTING,
Attorney for Plaintiff.
Sweetsburg, 21st April, 1915. 2560—18-2

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 5210. Dame Gladys Susana Brimmer, wife of Elwood Edward Shufelt, of the city and district of Montreal, contractor, duly authorized to ester en justice, Plaintiff, vs the said Elwood Edward Shufelt, Defendant.

An action in separation of property was instituted in this case the 17th day of April 1915.

COTTON & WESTOVER,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 17th April, 1915. 2342—17-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Ottawa. No. 4024. Dame Clephire Chatelain, from the village of Thurso, district of Ottawa, wife common as to property of Louis de Gonzague Gagnon, merchant of the same place, Plaintiff; vs the said Louis de Gonzague Gagnon, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 15th day of April 1915.

FORTIER & MAJOR,
Attorneys for Plaintiff.
Hull, April, 1915. 2344—17-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 1864. Dame Sara Radutsky, wife common as to property of Rubin Wudofsky, of the city and district of Montreal, furrier, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Rubin Wudofsky, of the city and district of Montreal, furrier, Defendant.

An action as separation as to property was instituted against the defendant herein on the 19th day of January, 1915.

TRIHEY, BERCOVITCH KEARNEY
& LAFONTAINE,
2346—17-5 Attorneys for Plaintiff.

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 209. Dame Annie Poyaner of the city and district of Montreal, wife of Hiram M. Levinoff, manager, of the same place duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs The said Hiram M. Levinoff, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, this day the twenty ninth of March, 1915.

SAINT GERMAIN, GUERIN & RAYMOND,
Attorneys for the Plaintiff.
Montreal, 29th March, 1915. 1970—14-2

Superior Court. Beauce. No. 2185. Dame Joséphine Hébert, wife of Joseph Charles Chabot, agent, of Sainte Justine, has, this day, instituted against her husband an action for separation as to property. Saint Joseph. Beauce, 29th March, 1915.

PACAUD & MORIN,
1974—14-5 Attorneys for the Plaintiff.

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 2951. Dame Sara Hyams, épouse commune en biens de Jacob Gold, des cité et district de Montréal, tailleur, et dûment autorisée par un jugement de cette cour à ester en justice, Demanderesse; vs Jacob Gold, aussi des cité et district de Montréal, tailleur, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur en cette cause, le dix février 1915.

TRIHEY, BERCOVITCH KEARNEY
& LAFONTAINE,
2347—17-5 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec. District de Beauharnois. Cour Supérieure. No 2747. Dame Lucy M. Todd, épouse de Alfred Ernest Langtree, cultivateur, du canton de Elgin, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action de séparation de biens contre son dit époux.

J. G. LAURENDEAU,
Procureur de la Demanderesse.
Valleyfield, 19 avril, 1915. 2377—17-5

Avis est par le présent donné que De Clara L'Heureux, épouse commune en biens de Ernest Langevin, cultivateur, autrefois de Sainte-Cécile de Milton, district de Bedford, et actuellement de North Troy, dans l'Etat de Vermont, un des Etats Unis d'Amérique, a ce 26 mars 1915, institué une action en séparation de biens contre son dit époux, sous le No. 9474 des dossiers de la Cour supérieure, district de Bedford.

ANATOLE GAUDET,
2195—16-5 Avocat de la Demanderesse.

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montcalm. Dame Exilia Gagnon, épouse commune en biens de Victor Gingras, marchand, tous deux du village Mont Laurier dit district, demanderesse; vs Le dit Victor Gingras, du même lieu, défendeur.

Avis est par les présentes donné qu'une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse.

WILFRID LALONDE,
Procureur de la demanderesse.
Mont Laurier, 9 avril 1915. 2207—16-2

Province de Québec. District de Joliette. Cour Supérieure. No 7122. Dame Clara Peltier, de Saint-Jacques, district de Joliette, épouse commune en biens de Joseph Gaudet, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son dit époux.

JOS. SYLVESTRE,
Procureur de la demanderesse.
Joliette, 3 avril 1915. 2243—16-5

Cour Supérieure. Québec. No 97. Gladys C. Cowan, épouse de Edward B. Forrest, de Québec, ingénieur, a ce jour institué une action en séparation de biens contre son époux.

MORAU & SAVARD,
Procureurs de la Demanderesse.
Québec, 29 mars 1915. 2033—14-5

Cour Supérieure. No 2341. Province de Québec. District de Montréal. Dame Rosa Share, épouse de Saul Share, entrepreneur, tous deux des cité et district de Montréal.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce 25 mars 1915.

BRODEUR, BERARD & CALVER,
1979—14-5 Avocats de la demanderesse.

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 2951. Dame Sara Hyams, wife common as to property of Jacob Gold, of the city and district of Montreal, tailor, and duly authorized by judgment of this court to ester en justice, Plaintiff; vs Jacob Gold, of the said city and district of Montreal, tailor, Defendant.

An action in separation as to property was instituted herein against the defendant on the tenth day of February, 1915.

TRIHEY, BERCOVITCH KEARNEY
& LAFONTAINE,
2348—17-5 Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec. District of Beauharnois. Superior Court. No. 2747. Mm. Lucy M. Todd, wife of Alfred Ernest Langtree of the township of Elgin, farmer and duly authorized to ester en justice, has instituted to day an action in separation as to property against her said husband.

J. C. LAURENDEAU,
Attorney for the Plaintiff.
Valleyfield, 19th April, 1915. 2378—17-5

Notice is hereby given that Clara L'Heureux, wife common as to property of Ernest Langevin, farmer, formerly of Sainte Cécile of Milton, district of Bedford, and actually of North Troy, in the State of Vermont, in the United States of America, has, this 26th March, 1915, instituted an action in separation as to property, against her said husband, under the No. 9474 of the records of the Superior Court, district of Bedford.

ANATOLE GAUDET,
2196—16-5 Attorney for Plaintiff.

Superior Court. Province of Quebec. District of Montcalm. No. 155. Dame Exilia Gagnon, wife common as to property of Victor Gingras, merchant, both of the village of Mont Laurier, said district, Plaintiff; vs The said Victor Gingras, of the same place, defendant.

Notice is given that an action in separation as to property, has been taken, this day, by the plaintiff, against the defendant.

WILFRID LALONDE,
Attorney for Plaintiff.
Mont Laurier, 9th April 1915. 2208—16-5

Province of Quebec. District of Joliett. Superior Court. No. 7122. Dame Clara Peltier, of Saint Jacques, district of Joliette, wife of Joseph Gaudet, farmer, of the same place, duly authorized, has, this day, taken an action for separation as to property against her said husband.

JOS. SYLVESTRE,
Attorney for Plaintiff.
Joliette, 3rd April, 1915. 2244—16-5

Superior Court. Quebec. No. 97. Gladys C. Cowan, wife of Edward B. Forrest, of Quebec, engineer has, this day, instituted an action in separation as to property, against her husband.

MORAU & SAVARD,
Attorneys for Plaintiff.
Quebec, 29th March, 1915. 2034—14-5

Superior Court. No. 2431. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Rosa Share wife of Saul Share, contractor, of the city and district of Montreal, has instituted an action in separation as to property against her husband, in the present case, this 25th day of March, 1915.

BRODEUR, BERARD & CALDER,
1980—14-5 Attorneys for Plaintiff.

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 1859. Dame Eva Labonté, de la ville de Verdun, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Henri Lefebvre, contracteur, du même lieu, Demanderesse; vs Le dit Henri Lefebvre, Défendeur.

Avis par les présentes est donné qu'une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre son mari.

LAMOTHE, GADBOIS & NANTEL,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 12 avril 1915. 2247—16-5

Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure. No 5201. Dame Cordélia Bourdon, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Ludger Wilfrid Lapointe, restaurateur, du même lieu, Demanderesse; vs le dit Ludger Wilfrid Lapointe, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, le 1er avril 1915.

LEBLANC, BRASSARD,
FOREST & LALONDE,
Procureurs de la demanderesse
Montréal, 1er avril 1915. 2091—15-5

Cour Supérieure. No 3241. Province de Québec. District de Montréal. Dame Rosa Eppstein, épouse de Barnett Caplan, entrepreneur, des cité et district de Montréal, a intenté une action en séparation de biens en cette cause ce 25 mars 1915.

BRODEUR, BERARD & CALDER,
1981—14-5 Avocats de la demanderesse.

Province de Québec. District de Québec. Cour Supérieure. No 403. Marie Angélique Landry, épouse commune en biens de Arthur Lacombe, journalier, tous deux de la cité de Québec, Demanderesse, vs Le dit Arthur Lacombe, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 18 mars 1915.

HUBERT CIMON,
Procureur de la Demanderesse.
Québec, 30 mars 1915. 2063

Province de Québec. District de Montréal. No 2152. Dame Azilda Patry, de la paroisse de Saint-Joseph de Soulanges, district de Montréal, épouse commune en biens de François Bourdon, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, vs. le dit François Bourdon, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur, le 24 février dernier (1915).

ROBILLARD, JULIEN,
TETREAU & MARIN,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 7 avril 1915. 2139

Cour supérieure. Province de Québec. District de Québec. No 719. Dame Georgiana Picher, épouse de Albert Faucher, épiciier, de Québec, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Albert Faucher, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le neuvième jour d'avril 1915.

J. A. CAMBRAY,
Procureur de la demanderesse.
Palais de Justice, Québec. 2255—16-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 1859. Dame Eva Labonté, of the town of Verdun, in the district of Montreal, wife common as to property of Henri Lefebvre, contractor, of the same place, Plaintiff; vs The said Henri Lefebvre, Defendant.

Notice is hereby given that an action in separation as to property has been taken by the plaintiff, against her husband.

LAMOTHE, GADBOIS & NANTEL,
Attorneys for the Plaintiff.
Montreal, 12th April, 1915. 2248—16-5

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 5201. Dame Cordélia Bourdon, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Ludger Wilfrid Lapointe, restaurant-keeper, of the same place, Plaintiff; vs the said Ludger Wilfrid Lapointe, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the said defendant, on April 1st, 1915.

LEBLANC, BRASSARD,
FOREST & LALONDE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 1st April, 1915. 2092—15-5

Superior Court. No. 3241. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Rosa Eppstein, wife of Barnett Caplan, contractor, of the city and district of Montreal, has instituted an action in separation as to property against her husband, in the present case, this 25th day of March, 1915.

BRODEUR, BERARD & CALDER.
1982—14-5 Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec. District of Quebec. In the Superior Court. No. 403. Marie Angéline Landry, wife common as to property of Arthur Lacombe, laborer, both of the said city of Quebec, Plaintiff, vs Arthur Lacombe, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted herein on the 18th of March 1915.

HUBERT CIMON,
Attorney for Plaintiff.
Quebec, 30th March, 1915. 2064

Province of Quebec. District of Montreal. No. 2152. Azilda Patry, of the parish of Saint Joseph de Soulanges, district of Montreal, wife common as to property of François Bourdon, farmer, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs. the said François Bourdon, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant, on the 24th of March, 1915.

ROBILLARD, JULIEN,
TETREAU & MARIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 7th April, 1915. 2140

Superior Court. Province of Quebec. District of Quebec. No. 719. Dame Georgiana Picher, wife of Albert Faucher, grocer, of Quebec, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs The said Albert Faucher, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the ninth day of April, 1915.

J. A. CAMBRAY,
Attorney for the Plaintiff.
Justice Palace, Quebec. 2256—16-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 1500. Dame Rebecca Pfeffer, épouse commune en biens de Aaron Rachback, des cités et district de Montréal, commerçant dûment autorisé aux fins des présentes par jugement de la Cour supérieure, le 30 mars 1915, Demanderesse; vs Aaron Rachback, du même lieu, commerçant, Défendeur.

Une action en séparation de biens a, ce jour, été instituée par la demanderesse.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Avocats de la Demanderesse.
Montréal, 31 mars 1915. 2291—16-2

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 1500. De Rebecca Pfeffer, wife common as to property of Aaron Rachback, of the city and district of Montreal, trader, duly authorized for the purposes of these presents by judgment of the Superior Court of 30th March, 1915, Plaintiff; vs Aaron Rachback, of the same place, trader, Defendant.

An action for separation of property has this day been instituted by the plaintiff.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 31st March, 1915. 2292—16-2

Avis de Faillites

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Trois-Rivières,
No 466.

In re Bruno Champagne, Insolvable.

Avis est donné que le vingt-troisième jour d'avril courant, (1915), le dit Bruno Champagne a fait un abandon judiciaire de ses biens pour bénéfice de ses créanciers, et que le soussigné a été nommé gardien provisoire.

HENRI BISSON,
Gardien provisoire.

Trois-Rivières, 27 avril 1915. 2577

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District des Trois-Rivières,
No 10.

Dans l'affaire du Syndicat Coopératif de Saint Stanislas de Champlain, En Liquidation.

Avis est par le présent donné que par une ordonnance de la cour en date du 19 avril 1915, j'ai été nommé liquidateur aux biens de cette succession.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre mes mains sous trente jours de la date du présent avis.

HENRI BISSON,
Liquidateur.

Edifice Banque D'Hochelaga.
Trois-Rivières, 27 avril 1915. 2569

District de Québec.

Joseph Louis Bérubé et Gaudiose Lafond, de Québec, entrepreneurs-menuisiers et faisant affaires sous la raison sociale de Bérubé & Lafond, ont le 23ème jour d'avril 1915, fait cession judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire, de la Cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

BEDARD & BELANGER,
Gardiens-provisoires.

Bureau: 101 r. Saint-Pierre, Québec.
Québec, 26 ril 1915. 2527

Re Bellemare & Frères, Warwick.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'une ordonnance de la Cour supérieure, pour le district d'Arthabaska, en date du 26 avril 1915, les soussignés ont été nommés curateurs.

Les créanciers des dits insolvable sont requis de nous produire leurs réclamations dûment assermentées dans les trente jours de cette date.

LEFAIVRE & GAGNON,
Curateurs-conjoints.

Bureau: 98 rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 26 avril 1915. 2529

Bankrupt Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three-Rivers,
No. 466.

In re Bruno Champagne, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 23rd day of April instant, (1915), the said Bruno Champagne has made a judicial abandonment of his property and that the undersigned has been appointed provisional guardian.

HENRI BISSON,
Provisional Guardian.

Three-Rivers, 27th April, 1915. 2578

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Three Rivers,
No. 10.

In the matter of Syndicat Coopératif de Saint Stanislas de Champlain, In Liquidation.

Notice is hereby given that by an order of the Court dated the 19th day of April, 1915, I was appointed liquidator of the above named estate.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from date of the present notice.

HENRI BISSON,
Liquidator.

Hochelaga Bank Building.
Three Rivers, 27th April, 1915. 2579

District of Quebec.

Joseph Louis Bérubé et Gaudiose Lafond, of Quebec, joiners and doing business under the style of Bérubé & Lafond, have on the 23rd day of April, 1915, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the Prothonotary's office of the Superior Court for the district of Quebec, according to law.

BEDARD & BELANGER,
Provisional Guardians.

Office: 101 Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 26th April, 1915. 2528

Re Bellemare & Frères, Warwick.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the Superior Court, for the district of Arthabaska, dated 26th April, 1915, the undersigned have been appointed joint curators.

The creditors of the said insolvents are requested to file us their claims duly sworn to within thirty days from this date.

LEFAIVRE & GAGNON,
Joint Curators.

Office: 98 Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 26th April, 1915. 2530

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 177.

Dans l'affaire de J. F. Lemieux, 2337 Boulevard Saint-Laurent, Montréal, Insolvable.
Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, en date du 14ième jour d'avril, 1915, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens du dit failli.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau dans les trente jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateur.

Bureau de
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
Edifice "La Sauvegarde",
No 92 rue Notre-Dame Est.
Montréal, Qué., 27 avril 1915. 2555

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re "East End Emporium, 1357 Sainte-Catherine Est, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 19ème jour d'avril 1915, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints aux biens du dit failli.

Toute personne ayant des réclamations contre le dit failli est requise de les produire dûment assermentées, dans les trente jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Curateurs conjoints.

Montréal, 26 avril 1915. 2523

Re Philias Bureau, de Saint-Samuel de Gayhurst, propriétaire de moulins, a le 24ème jour d'avril, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Beauce, conformément à la loi.

LEFAIVRE & GAGNON,
Gardiens-provisoires.

Bureau: 98 rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 26 avril 1915. 2531

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 195.

Wm. L. Hendriks & Fritz Albers, "Hendriks and Albers" ont, ce jour, fait cession de leur biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

RICHARD VAL. CLARK.
Montréal, 14 avril 1915. 2495

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Mad. S. Goldblatt, Montréal, Insolvable.
Avis est par le présent donné que le 23 avril 1915, le soussigné a été nommé curateur aux biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite faillie sont priées de les produire dûment attestées sous serment dans les trente jours de cette date.

ALEXANDER BURNETT,
Curator.

Bureau de Wilks & Burnett.
Montréal, 23 avril 1915. 2499

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No 177.

In re J. F. Lemieux, 2337 Saint Lawrence Blvd., Montreal, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court of the district of Montreal rendered this 14th of April, 1915, the undersigned have been appointed curator to the above named insolvent estate.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
"La Sauvegarde" Bldg.,
No. 92, Notre Dame Street East.
Montreal, Que., 27th April, 1915. 2556

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re East End Emporium, 1357 Sainte-Catherine East, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 19th day of April, 1915, we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint Curators.

Montreal, 26th April, 1915. 2524

Re Philias Bureau, of Saint Samuel de Gayhurst, Mills proprietor, has on the 24th day of April, 1915, made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors at the office of the prothonotary of the Superior Court for the district of Beauce, according to law.

LEFAIVRE & GAGNON,
Provisional Guardians.

Office: 98 Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 26th April, 1915. 2532

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 195.

Wm. L. Hendriks & Fritz Albers "Hendriks & Albers" have, this day, made a judicial abandonment of their property and I have been appointed provisional guardian.

RICHARD VAL. CLARK.
Montreal, 14th April, 1915. 2496

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Mrs. S. Goldblatt, Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that on the 23rd day of April, 1915, I was appointed curator to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, duly attested under oath within thirty days from this date.

ALEXANDER BURNETT,
Curator.

Office of Wilks & Burnett.
Montreal, 23rd April, 1915. 2500

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 189.

Stanislas Leveillé, a, ce jour, fait cession de ses biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

NAPOLEON ROCHON.

Montréal, 14 avril 1915. 2493

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 188.

"H. Takefman Reg'd" ont, ce jour, fait cession de leur biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

SAMUEL PICHER.

Montréal 12 avril 1915. 2491

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Kamouraska.

J. Asselin Limitée, corporation légale, ayant son siège d'affaires en la paroisse de l'Enfant-Jésus, comté de Beauce, a, le 20 avril 1915, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Kamouraska, conformément à la loi.

E. A. DOUCET,
Gardien provisoire.

Bureau 1, rue de l'Eglise.
Fraserville. 2511

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Re H. Steinman & Co., hotelier de la cité et district de Montréal, Insolubles.

Avis est par les présentes donné que les dits insolubles, ont fait, le 23ième jour d'avril 1915, un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub-gardiens provisoires.

55 Saint-François-Xavier, Montréal. 2507

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 183.

In re David de Sola Ascher, "Ascher Brothers", Montréal, Québec, Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 28 mai 1915, alors après laquelle date le dividende sera payable à notre bureau.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 92 Notre-Dame Est., Montréal.

Montréal 23 avril 1915. 2503

Re Hendrikx & Albers, 247 rue Sainte-Catherine, Ouest, Montréal, Faillis.

Avis est par les présentes donné que le 23ème jour d'avril, 1915, par une ordonnance de la cour, le soussigné a été nommé curateur aux biens des dits Hendrikx & Albers, qui ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 189.

Stanislas Leveille, has this day made a judicial abandonment, and I have been appointed provisional guardian.

NAPOLEON ROCHON.

Montreal, 14th April, 1915. 2494

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 188.

"H. Takefman Reg'd" have, this day, made a judicial abandonment, and I have been appointed provisional guardian.

SAMUEL PICHER.

Montreal, 12th April, 1915. 2492

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Kamouraska.

J. Asselin Limitée, a body politic and corporate having its chief place of business in the parish of L'Enfant Jésus, county of Beauce, has, on the 20th April, 1915, made a judicial abandonment of its property for the benefit of its creditors at the office of the Prothonotary of the Superior Court, for the district of Kamouraska, according to law.

E. A. DOUCET,
Provisional Guardian.

Office 1, De l'Eglise street.
Fraserville. 2512

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

Re H. Steinman & Co., hotel keepers of the city and district of Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that the said insolvents, have, on the 23rd day of April, 1915, made a judicial assignment of all their property for the benefit of their creditors.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub-Provisional Guardians.

55 Saint Francis Xavier Street, Montreal. 2508

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 183.

David de Sola Ascher, "Ascher Brothers", Montreal, Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared in the above matter subject to objection until the 28th day of May, 1915, after which date the dividend will be payable at our office.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 92 Notre-Dame street East.
Montreal, Que.

Montreal, 23rd April, 1915. 2504

Re Hendrikx & Albers, 247 Sainte Catherine street, West, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 23rd day of April, 1915, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said Hendrikx & Albers, who have made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

W. G. AYLING,
Curateur.

59 rue Saint-Pierre, Montréal.
Montréal, 24 avril 1915.

2505

Arrêté en Conseil

No 308.

Copie du rapport d'un comité du Conseil exécutif, en date du 9 avril 1915 et approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 10 avril 1915.

CONCERNANT L'ANNEXION DE CANTON CARIGNAN
A LA PAROISSE DE SAINTE-THÈCLE POUR LES
FINS DE LA LOI ELECTORALE DE QUEBEC.

L'honorable Premier Ministre, dans un mémoire en date du 9 avril 1915, recommande que le canton Carignan, situé dans le district électoral de Champlain, soit annexé pour les fins de la "Loi électorale de Québec" à la municipalité de la paroisse de Sainte-Thècle, située dans le même district électoral.

(Certifié) A. MORISSET,
2519 Greffier du Conseil exécutif.

Avis

PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITE DE LA SECONDE DIVI-
SION DU COMTE DU LAC SAINT-JEAN

*Aux habitants des municipalités de la paroisse de
Notre-Dame-de-la-Doré et de la paroisse de
Saint-Félicien.*

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné par le soussigné, J.-Edouard Boily, secrétaire-trésorier de la municipalité de la seconde division du comté du Lac Saint-Jean, que le conseil de cette municipalité, à sa session générale du 10 mars dernier, (1915), tenue au Palais de Justice de la ville de Roberval, lieu ordinaire des sessions du dit conseil, a passé et adopté le règlement suivant:

1. Que le lot vingt-sept (27) du cinquième rang du canton Desmeules, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Félicien, soit détaché de cette municipalité et annexé, par ce présent règlement, à la municipalité de la partie N.-O. de la paroisse de Saint-Félicien.

2. Que cette municipalité de la partie N.-O. de la paroisse de Saint-Félicien soit maintenant connue et désignée sous le nom de: "Municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Doré".

3. Que ce règlement soit connu sous le nom de: "Règlement No 24".

Que le dit règlement a été adopté unanimement par le dit Conseil soumise à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil de la province de Québec et approuvé le dix-septième jour d'avril courant (1915).

Donné à Roberval, ce vingt-sixième jour d'avril mil neuf cent quinze.

J.-EDOUARD BOILY,
Secrétaire-Trésorier.

Conseil de Comté, 2e Div.

Lac Saint-Jean. 2561—18-2

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

W. G. AYLING,
Curator.

59 Saint Peter street, Montreal.
Montreal, 24th April, 1915.

2506

Order in Council

No. 308.

Copy of the report of a Committee of the Executive Council, bearing date 9th April, 1915, and approved by the Lieutenant-Governor on 10th April, 1915.

RESPECTING THE ANNEXATION OF THE TOWNSHIP OF CARIGNAN TO THE PARISH OF SAINTE-THÈCLE FOR THE PURPOSES OF THE "QUEBEC ELECTION ACT".

The Honorable the Prime Minister in a report dated the 9th April, 1915, recommends that the township of Carignan, situate in the Electoral district of Champlain be annexed for the purposes of the "Quebec Election Act", to the municipality of the parish of Sainte-Thècle, situate in the said Electoral District.

(Certified) A. MORISSET,
2520 Clerk of the Executive Council.

Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE SECOND DIVI-
SION OF THE COUNTY OF LAKE SAINT
JOHN.

*To the inhabitants of the municipalities of the parish
of Notre Dame de la Doré and of the parish
of Saint Félicien.*

PUBLIC NOTICE.

Is hereby given by the undersigned J. Edouard Boily, Secretary-Treasurer of the municipality of the second division of the county of Lake Saint John, that the council of the aforesaid municipality at its general meeting of March, 10th (1915) held in the Court House of the town of Roberval, the ordinary place of meeting of the said council, passed and adopted the following by-law:

1. That lot twenty seven (27) of the fifth range of the township of Desmeules, in the municipality of the parish of Saint Félicien, be detached from the aforesaid municipality and annexed, by the present by-law, to the municipality of the N. W. part of the parish of Saint Félicien;

2. That the said municipality of the N. W. part of the parish of Saint Félicien be henceforth known and designated under the name of Municipality of Notre Dame de la Doré;

3. That this by-law be known under the name of by law No. 24;

That the said by-law was adopted unanimously by the said council, submitted to the Lieutenant Governor in council of the Province of Quebec, for approval, and approved on the seventeenth day of April instant, (1915).

Given at Roberval, this twenty sixth day of April, one thousand nine hundred and fifteen.

J. EDOUARD BOILY,
Secretary Treasurer.

County Council, 2nd Division of Lake Saint
2562—18-2 John.

En liquidation

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.

No 903.

Re La Cie de Pulpe Dalmas, Ltée,

En liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé entre les mains des liquidateurs soussignés, à leur bureaux, 126 rue Saint-Pierre, Québec, un certain acte de vente passé devant C. A. Lafrance, N. P., le 22 avril 1915 et portant le numéro 3682 de ses minutes, par les liquidateurs de la Cie de Pulpe Dalmas, en liquidation à la Banque Nationale de Québec, des propriétés plus particulièrement décrites comme suit, à savoir:

Le lot 21, du 2ème rang, canton Dolbeau, comté Lac Saint-Jean, subdivisé et comprenant les lots 21-1 à 21-213 aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel.

Le lot 22, du 2ème rang, même canton et comté, moins le terrain 22-6 déjà vendu, étant les subdivisions 22-1 à 22-5 et 22-7 à 22-231 y compris les subdivisions 22-168a et 22-224a, détachés des subdivisions originales 22-168 et 22-224 aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel.

La chute et le barrage vis-à-vis lesdits lots 21 et 22 tel que ci-dessus.

Le lot 23, 2ème rang, canton Dolbeau, Co. Lac Saint-Jean, subdivisé et comprenant les lots 23-1 à 23-232 aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel.

Les lots 24, 25 et 26 du cadastre officiel pour le 4ème rang canton Dolbeau, Co. Lac Saint-Jean, y compris le site du moulin et les pouvoirs hydrauliques de la Chute Blanche, sur la Petite Péribonca, vis-à-vis lesdits lots.

Une étendue de terrain située entre le Lac des Cyprès, affluent de la Petite Péribonca et le Lac Long, affluent de la rivière des Aigles, territoire non organisé du Lac Saint-Jean et comprenant toute cette étendue de terrain ayant 5 chaînes de largeur chaque côté du cours d'eau entre le lac des Cyprès et le lac Long sur la longueur qu'il peut y avoir entre ces deux lacs.

Une étendue de terrains sur la Rivière des Aigles, territoire non organisé du Lac Saint-Jean, et comprenant toute cette étendue du terrain ayant 5 chaînes de largeur de chaque côté de la rivière des Aigles sur une longueur de quatre-vingt chaînes à partir de l'Isle située à la décharge du Lac des Aigles en descendant la dite rivière.

Le droit de se servir des eaux de la rivière et du lac des Aigles et du lac Long pour les déverser dans le lac des Cyprès pour augmenter le pouvoir d'eau et la force hydraulique de la Petite Péribonca, et le droit de faire à cette fin, les travaux de barrage et de creusage sur les terrains ci-haut mentionnés.

Les lots de terrain 17-1 et 17-2 aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du 5ème rang Dalmas—avec bâtisses dessus construites et tous les droits que peuvent avoir la Cie et M. Jos. Samson, sur toutes autres parties du lot original No 17 et se décrivant comme suit:

"17-1. De figure irrégulière, borné par le nord par les Nos 17-17 et 17-18 vers le sud par 17-8, vers l'ouest par 17-8, 17-9, 17-10 et 17-17 et vers l'ouest par la petite Péribonca, mesurant vers le sud 450 pds sur le lot 18-185 et 680 pieds

In Liquidation

UNDER THE WINDING UP ACT.

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.

No. 903.

Re La Cie de Pulpe Dalmas,

In liquidation.

Notice is hereby given that there has been deposited into the hands of the undersigned liquidators, at their offices, 126 Saint Peter street, Quebec, a certain deed of sale passed before C. A. Lafrance, N. P., on 22nd April, 1915, number 3682 of his minutes by the liquidators of the La Cie de Pulpe Dalmas, in liquidation to the La Banque Nationale of Quebec, of the properties more particularly described as follows, to wit:

Lot 21, of the 2nd range, township of Dolbeau, Lake Saint John county, subdivided and comprising lots 21-1 to 21-213 on plan and reference book of the official cadastre.

Lot 22, of the 2nd range, same township and county, less the piece of ground 22-6 already sold, being the subdivisions 22-1 to 22-5 and 22-7 to 22-231 comprising the subdivisions 22-168a and 22-224a, detached of original subdivisions 22-168 and 22-224 on plan and reference book of the official cadastre.

The falls and the barrage opposite the said lots 21 and 22 as per above.

Lot 23, of the 2nd range, township of Dolbeau, Lake Saint John county, subdivided and comprising the lots 23-1 to 23-232 on plan and reference book of the official cadastre.

Lots 24, 25 and 26 of the official cadastre for the 4th range of Dolbeau, Lake Saint Johns, county, including the mill site and the water powers of the Chute Blanche, on the little Peribonca river, in front and opposite the said lots.

A stretch of land situated between Lac des Cyprès, running into the river Petite Péribonca and the Lac Long, running into the river des Aigles, unorganized territory of Lake Saint John district and comprising all that stretch of land having 5 chains in width each side of the river between Lac des Cyprès and Lac Long and on the length there is between these two lakes.

A stretch of land on the rivière des Aigles, unorganized territory of Lake Saint John and comprising that stretch of land having a width of 5 chains on each side of the Rivière des Aigles on a length of eighty chains from the island situated at the discharged of Lac des Aigles, going down on said river.

The right to use the waters of the river of lac des Aigles and of Lac Long running them into Lac des Cyprès where it flows into the river Petite Péribonca to increase the water power and its hydraulic force, and the right to make for that purpose all works of barrage and excavation on lots above mentioned.

Lots of land 17-1 and 17-2 on plan and reference book of the official cadastre of 5th range Dalmas—with buildings thereon erected and all the rights which the Company and Mr. Jos. Samson may have on any other portion of original lot No. 17 described as follows:

"17-1. Of irregular figure bounded by the north by the Nos. 17-17 and 17-18 towards the south by 17-8 towards the west by 17-8, 17-9, 17-10 and 17-17 and towards west by the Petit Péribonca, measuring towards the south 45

sur 17-7 vers le sud, 120, 160 et 500 pds sur No 17-8 et vers l'est 350 pds sur les Nos 17-8, 17-9 et 17-10.

Borné en front vers le sud par un chemin public, vers le nord-est et ouest par 17-1.

L'emplacement étant partie du lot 4, 7ème rang Dalmas, de forme irrégulière ayant 833 pds de largeur dans la ligne de division qui se trouve entre le terrain présentement vendu et celui d'Emile Raymond, 800 pds longueur à la ligne faisant front au chemin public, 171 pds de largeur à la ligne de division qui se trouve entre le terrain présentement vendu et le résidu appartenant à Jos. Simard et 1200 pds longueur plus ou moins à la ligne qui sépare le dit terrain à la Petite Péribonca; borné vers le nord à Emile Raymond, à l'est au chemin de front, au sud partie Jos. Simard, partie Petite Péribonca et à l'ouest à la même rivière.

La vente comprend aussi toutes les bâtisses et dépendances construites sur les lots ci-dessus étant maisons, dalle, boutique, quai, moulin à pulpe, ses machineries et outillages et le moulin à scie et ses machineries.

Le certificat des enregistrements a aussi été déposé à nos bureaux, entre les mains de nous, les liquidateurs soussignés.

Les dites propriétés immobilières ont été détenues durant les trois dernières années par la Cie de Pulpe Dalmas, en liquidation, à et par M. Jos. Simard de Saint-Amédée de Péribonca, pour le lot 4 du 7ème rang Dalmas, jusqu'au 12 février 1913.

Cet avis est donné conformément aux prescriptions des articles 7552 et suivants, des Statuts refondus, de la province de Québec, 1909, afin de donner à la dite vente "l'effet du décret".

LARUE & TRUDEL,

Liquidateurs.

Québec, ce vingt-deuxième jour d'avril 1915.
2459—17-5

feet on lot 18-185 and 680 feet on 17-17 towards the south 120, 160 and 500 feet on No. 17-8 and towards the east 350 feet on Nos. 17-8, 17-9 and 17-10."

Bounded in front towards the south by a public road towards the north-east and west by 17-1.

The piece of ground being part of lot 4, 7th range Dalmas, township of irregular figure, having 833 feet wide in the division line between the piece of ground presently sold and the one of Emile Raymond, 800 feet long at the line fronting the public road, 171 feet wide at the division line, which is found between the piece of ground presently sold and the residue belonging to Jos. Simard and 1200 feet long more or less at the line which separates the said piece of ground to the Petite Péribonca; bounded towards the north to Emile Raymond, to the east to the front road, towards the south part to Jos. Simard, part to Petite Péribonca and towards the west to the same river.

The sale comprise also all the buildings and dependencies erected on the above lot being houses, gutters, machine shop, wharf, pulp mill, its machinery and tools and the saw mill with its machinery.

The registry office certificate has also been deposited at our offices, into our hands, the undersigned liquidators.

The said immoveable properties have been owned since the last three years by the Cie de Pulpe Dalmas, in liquidation, and by Mr. Jos. Simard of Saint Amédée de Péribonca, for lot 4 of 7th range Dalmas, until 12th February, 1913.

This notice is given in conformity to the prescriptions of articles 7552 and following of the revised statutes of Quebec, 1909, so to give to said sale "l'effet du décret".

LARUE & TRUDEL,

Liquidators.

Quebec, this twenty second day of April, 1915.
2460—17-5

Licitation

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Beauharnois,
No 2693.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, le neuvième jour d'avril 1915, dans une cause dans laquelle Archibald Pollock, du canton Hinchinbrooke, dans le comté de Huntingdon, district de Beauharnois, cultivateur, est Demandeur : et Alexandre Pollock, de Sparks, dans l'Etat du Nevada, un des Etats-Unis d'Amérique, William Pollock, du dit canton Hinchinbrooke, Dame Mary Harriet Pollock, de Mittineague, dans l'Etat de Massachusetts, un des Etats-Unis d'Amérique, épouse de George Davidson, du même lieu, dûment autorisée par son dit époux aux fins des présentes, et le dit George Davidson tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, Dame Janet Emerlin Pollock de Colville, dans l'Etat de Washington, un des Etats-Unis d'Amérique, épouse de Herbert Inman, du même lieu, dûment autorisée par son dit époux aux fins des présentes, et le dit Herbert Inman, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, Dame Margaret Isabel Pollock, de Oakland, dans l'Etat de Californie, un des Etats-Unis d'Amérique,

Licitation

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Beauharnois,
No. 2693.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Salaberry de Valleyfield, in the district of Beauharnois, on the ninth day of April 1915, in a cause in which Archibald Pollock, of the township of Hinchinbrooke, in the county of Huntingdon, district of Beauharnois, farmer, is plaintiff; and Alexander Pollock, of Sparks, in the State of Nevada, one of the United States of America, William Pollock, of the said Township of Hinchinbrooke, Dame Mary Harriet Pollock, of Mittineague, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, wife of George Davidson, of the same place, by her said husband hereto duly authorized and the said George Davidson, as well personally as for the purpose of authorizing his said wife hereto, Dame Janet Emerlin Pollock, of Colville, in the State of Washington, one of the United States of America, wife of Herbert Inman, of the same place, by her said husband hereto duly authorized and the said Herbert Inman, as well personally as for the purpose of authorizing his said wife hereto, Dame Margaret Isabel Pollock, of Oakland, in the State of California, one of the United States of America,

épouse de George H. Scott, du même lieu, dûment autorisée par son dit époux aux fins des présentes, et le dit George H. Scott, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, Archibald Granger, du dit canton Hinchinbrooke, en sa qualité de curateur dûment nommé à John Pollock, du même lieu, interdit pour démence, George Pollock, ci-devant de l'Etat du Montana, un des Etats-Unis d'Amérique, mais maintenant de lieux inconnus, Edwin Pollock, de Oakland sus dit, Edmund Pollock, ci-devant dudit canton Hinchinbrooke, mais maintenant de lieux inconnus, Dame Bertha Jane Pollock, du dit canton Hinchinbrooke, épouse de Robert Henderson, du même lieu, dûment autorisée par son dit époux aux fins des présentes, et le dit Robert Henderson tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse et Cleveland Pollock, de Sparks sus-dit, sont Défendeurs, ordonnant la licitation des immeubles suivants, savoir:

Premièrement. Ce certain morceau ou lopin de terre situé dans le canton Hinchinbrooke, étant partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton Hinchinbrooke, sous le numéro quarante et un H (Pt. 41 H) dans le troisième rang du dit canton, le coin sud-ouest du dit morceau ou lopin de terre étant à une distance de soixante six pieds du coin sud-est du lot avoisinant (lot numéro quarante et un B aux dits plan et livre de renvoi officiels), le dit morceau ou lopin de terre mesurant quarante-et-un pieds de largeur en front et en arrière, sur deux cent soixante-dix pieds de profondeur dans les lignes est et ouest, contenant un quart d'acre de terre en superficie, le tout mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: en front par le chemin public entre le deuxième et troisième rang du canton Hinchinbrooke, à l'ouest et au nord par une autre partie du dit lot quarante-et-un H, appartenant à Archibald Pollock, et à l'est par une autre partie du même lot appartenant à la succession de feu Dame Sarah Palmer Miner, avec les bâtisses sus-érigées.

Deuxièmement. Ce certain morceau ou lopin de terre situé dans le canton Hinchinbrooke, étant partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton Hinchinbrooke, sous le numéro quarante-et-un H (P. 41-H) dans le troisième rang du dit canton, le coin sud-ouest du dit morceau ou lopin de terre étant à une distance de cent sept pieds du coin sud-est du lot avoisinant (lot numéro quarante-et-un B aux dits plan et livre de renvoi officiels), le dit morceau ou lopin de terre mesurant quatre-vingt pieds en front et en arrière, sur deux cent soixante-dix pieds de profondeur, dans les lignes est et ouest, contenant une demie acre de terre en superficie, le tout mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: en front par le chemin public entre le deuxième et le troisième rang du dit canton Hinchinbrooke, à l'ouest par une autre partie du dit lot quarante-et-un H appartenant à la succession de feu Dame Sarah Palmer Miner, au nord par une autre partie du dit lot numéro quarante-et-un H appartenant à Archibald Pollock, et à l'est par une autre partie du dit lot appartenant à l'Eglise Presbytérienne de Rockburn et occupée par le desservant, avec les bâtisses sus-érigées.

Lesquels dit immeubles seront vendus à l'enchère de la manière suivante, savoir:

Premièrement. Le lot numéro un comprendra l'immeuble ci-dessus en premier lieu décrit avec les bâtisses sus-érigées.

wife of George H. Scott, of the same place, by her said husband hereto duly authorized and the said George H. Scott, as well personally as for the purpose of authorizing his said wife hereto, Archibald Granger, of the said township of Hinchinbrooke, in his quality of Curator duly appointed to John Pollock, of the same place, an interdict, duly interdicted for insanity, George Pollock, formerly of the State of Montana, one of the United States of America, but now of parts unknown, Edwin Pollock, of Oakland aforesaid, Edmund Pollock, heretofore of the said township of Hinchinbrooke, but now of parts unknown, Dame Bertha Jane Pollock, of the said township of Hinchinbrooke, wife of Robert Henderson, of the same place, by her said husband hereto authorized and the said Robert Henderson, as well personally as for the purpose of authorizing his said wife hereto and Cleveland Pollock of Sparks aforesaid, are Defendants, ordering the licitation of the following immoveable properties, to wit:

First. That certain piece or parcel of land situate in the township of Hinchinbrooke, being part of that lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Hinchinbrooke, as lot number Forty-one H (pt. 41 H) in the third range of said township, the south west corner of said piece or parcel of land being sixty six feet from the south east corner of the adjoining lot (lot number forty-one B on said official plan and book of reference), the said piece or parcel of land being forty-one feet in width in front and in rear, and two hundred and seventy-feet in depth on the east and west lines, containing a quarter of an acre of land in superficies, the whole english measure, more or less, said piece or parcel of land being bounded: in front by the public road between the second and third ranges of said township of Hinchinbrooke, to the west and to the north by another part of said lot forty-one H belonging to Archibald Pollock and to the east by another part of said lot belonging to the estate of the late Dame Sarah Palmer Miner, with the buildings thereon erected.

Second. That certain piece or parcel of land situate in the township of Hinchinbrooke, being part of that lot of land known and designated on the official plan and book of reference of said township of Hinchinbrooke, as lot number forty one H (pt. 41 H) in the third range of the said township, the south west corner of said piece or parcel of land being one hundred and seven feet from the south east corner of the adjoining lot (lot number forty one B on said official plan and book of reference), the said piece or parcel of land being eighty feet in width in front and in rear, by two hundred and seventy feet in depth in the east and west line, containing half an acre in superficies, the whole english measure more or less, the said piece or parcel of land being bounded in front by the public road between the second and third ranges of said township of Hinchinbrooke, to the west by another part of said lot forty one H belonging to the estate of the late Dame Sarah Palmer Miner, to the north by another part of said lot number forty one H belonging to Archibald Pollock, and to the east by another part of said lot belonging to the Rockburn Presbyterian Church and occupied as a parsonage, with the buildings thereon erected.

Which said immoveable properties will be put up for sale by auction in the following manner, to wit:

First. The property firstly above described with the buildings thereon erected will be sold as lot number one.

Deuxièmement. Le lot numéro deux comprendra l'immeuble ci-dessus en deuxième lieu décrit avec les bâtisses sus-érigées.

Troisièmement. Les immeubles ci-dessus décrits seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, pour chaque lot, le DIXIEME jour de JUIN 1915, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, cour tenante dans la salle d'audience, au palais de justice en la cité de Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges qui sera déposé en temps et lieu, au bureau du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la licitation, devra être déposée au bureau du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé pour la vente et adjudication des dits immeubles; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée au même bureau dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de la faire.

McCORMICK & LEBOURVEAU,
Procureurs du Demandeur.
Salaberry de Valleyfield, 16 avril 1915.
2363—17-2

Secondly. The property secondly above described with the buildings thereon erected will be sold as lot number two.

Third. The properties above described will be sold and adjudged to the highest and last respective bidders, on the TENTH day of JUNE next, 1915, at HALF past TEN of the clock in the forenoon, the court sitting, in the court room in the Court house, in the city of Salaberry de Valleyfield, in the district of Beauharnois; subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges which will be deposited in due time, in the office of the protonotary of said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day aforesaid fixed for the said sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed in the same office within six days after the adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited they will be foreclosed from so doing.

McCORMICK & LEBOURVEAU,
Attorneys for Plaintiff.
Salaberry de Valleyfield, 16th April, 1915.
2364—17-2

Vente pour taxes municipales

PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITE DE LA VILLE DE BEAUHARNOIS.

Avis public est par les présentes donné par L. C. Tassé, secrétaire-trésorier, de la ville de Beauharnois, que l'immeuble ci-dessus mentionné sera vendu à l'enchère publique, au bureau du secrétaire-trésorier, en la ville de Beauharnois, le DIX-HUITIEME jour du mois de MAI prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales dues à la dite municipalité, sur le lot ci-après désigné, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, avant la vente, savoir:

Sale for Municipal Taxes

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF BEAUHARNOIS.

Public notice is hereby given by L. C. Tassé, Secretary-Treasurer, of the town of Beauharnois, that the real estate after mentioned will be sold by public auction, at the office of the said Secretary-Treasurer, in the said town of Beauharnois, on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of the month of MAY next (1915) at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal taxes due at the said municipality of the town of Beauharnois, upon the lot herein after described, unless the same be paid, with costs before the sale, to wit:

Municipalité de la ville de Beauharnois.—Municipality of the town of Beauharnois.

Propriétaires. — Owners.	Quartier. — Ward.	Numéro du Cadastre. — Number of Cadastre.	Montant dû. — Amount Due.
Dame Horace Cormier.....	Nord—North..	P. 14, P. 15	\$60.40

Sec.-Trés. ville de Beauharnois.—Sec.-Trea. Town of Beauharnois.
Beauharnois, 27 avril—27th April, 1915. L. C. TASSE,
2565-66—18-2

Ordre de Cour

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal,
No. 4290.

The Intercolonial Ry., Company of Canada,
Demanderesse;

vs
M. Putnix, Défendeur.
&
P. Henry, Tiers-Saisi.

&
Goodwins Montreal Limited, Réclamante.

Le dix-neuvième jour d'avril, 1915; sur l'ordre de l'honorable juge Beaudin, donné ce jour. Il est ordonné aux créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, de les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, dans les quinze jours de la première insertion dans la *Gazette Officielle* de Québec, conformément aux articles Nos 673-674 du code de procédure civile.

2489—18-2 T. DEPATIE,
Dep. P. C. S.

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } J. A. LANGLAIS,
No 94. } Demandeur; contre
WILLIE SALOIS, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

Une portion de terre sise et située dans la paroisse de Saint-Cyrille de Wendover, dans le septième rang, contenant neuf arpents de largeur sur dix huit arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée sous le numéro trois cent quatre (304) aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Wendover, dans la division d'enregistrement du comté de Drummond—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyrille de Wendover, le DEUXIÈME jour de JUIN prochain 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

E. GUST. PICHER,
Bureau du shérif. Député-Shérif.
Arthabaska, 25 avril 1915. 2501—18-2
[1ère publication, 1er mai 1915].

MANDAT DU CURATEUR

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } DAME P. C. BIS-
No 440. } SONNETTE,
faillie; et HERMAS GARIEPY, Curateur.

Un emplacement situé à Victoriaville, au nord de la rue des Frères ou Saint-Augustin, faisant partie du lot numéro douze du troisième rang du canton d'Arthabaska, de la contenance de quarante-trois pieds de largeur en front sur cinquante-deux pieds de largeur en arrière par cent pieds de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel de la partie du canton d'Arthabaska, formant

Order of the Court

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 4290.

The Intercolonial Ry., Company of Canada,
Plaintiff;

vs
M. Putnix, Defendant.
&
P. Henry, Garnishee.

&
Goodwins Montreal Limited, Claimant.

The nineteenth day of April, 1915; By order of the Honourable Justice Beaudin, given this day. It is ordered to the creditors of the said defendant, who have not yet produced their claims, to produce them in this cause, in the office of the Prothonotary of the Superior court, for the district of Montreal, at the city of Montreal, within fifteen days from the first insertion of the order in the "Quebec Official Gazette", in conformity with article 673-674 of the Code of Civil procedure.

2490—18-2 T. DEPATIE,
Dep. P. S. C.

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } J. A. LANGLAIS,
No. 94. } Plaintiff; against
WELLIE SALOIS, Defendant.

As belonging to:

A part of land seated and situated in the parish of Saint Cyrille de Wendover, in the seventh range, containing nine arpents in width by eighteen arpents in depth, more or less, known and described under the number three hundred and four (304) on the plan and book of reference for the township of Wendover, in the registering division for the county of Drummond—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Cyrille de Wendover on the SECOND day of JUNE next, 1915, at TEN o'clock of the forenoon.

E. GUST. PICHER,
Sheriff's Office. Deputy Sheriff.
Arthabaska, 25th April, 1915. 2502—18-2
[First published, 1st May, 1915].

CURATOR'S WRIT.

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } DAME P. C. BIS-
No. 440. } SONNETTE,
Insolvent; and HERMAS GARIEPY, Curator.

An emplacement in Victoriaville, to the north of la rue des Frères or Saint-Augustin, being part of lot number twelve in the third range of the township of Arthabaska, containing forty three feet in width in front by fifty two feet in width in the rear by one hundred feet in depth, known and described by the official cadastre of that part of the township of Arthabaska, forming the parish

la paroisse de Sainte-Victoire, comme étant une partie du numéro quatre cent cinquante-quatre (P. 454); borné en front à la rue Saint-Augustin, en arrière, partie à Dame Delorme et partie à Ludger McCarty, à l'est à J. E. Alain et à l'ouest à George Laplante—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire d'Arthabaska, le ONZIEME jour de MAI prochain 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 6 avril 1915. 2133—15-2
[Première publication, 10 avril 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **DAME ALPHON-**
No 67. } **SINE RICHARD,**
épouse contractuellement séparée de biens de Joseph Octave Bourbeau, marchand, de Victoria-ville et le dit Joseph Octave Bourbeau pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Demandeurs; contre CYRILLE LALLIER, du même lieu, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un emplacement situé en la ville de Victoria-ville, sur le côté ouest d'une rue transversale à la rue Notre-Dame et projeté sous le nom de rue ou Avenue Lavigne, d'une superficie de cinq mille cinquante pieds, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la subdivision du lot quatre cent quatre-vingt-treize du canton d'Arthabaska, pour la paroisse de Sainte-Victoire par le numéro (493-9) — avec une maison et autres dépendances dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire d'Arthabaska, le ONZIEME jour de MAI prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 6 avril 1915. 2131—15-2
[Première publication, 10 avril 1915.]

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } **JOSEPH PERRON, De-**
No 1707. } **mandeur en garantie,**
contre PHILIPPE ANGERS, Défendeur en arrière garantie.

Une terre située en la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus, comté de Beauce, en le septième rang du canton de Broughton, de la contenance de 68 acres de terre en superficie, plus ou moins, ou quatre arpents de front, plus ou moins, sur vingt arpents de profondeur, aussi plus ou moins, maintenant connue sous les numéros douze A et treize A (12 A et 13 A), du cadastre du dit septième rang du canton de Broughton—avec les bâtisses et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus, le PREMIER jour de JUIN prochain (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 26 avril 1915. 2525—18-2
[Première publication, 1er mai 1915.]

of Sainte Victoire, as being a part of number four hundred and fifty four (p. 454); bounded frontally to Saint Augustin street, in rear partly to Dame Delorme and partly to Ludger McCarty, easterly to J. E. Alain and westerly to George Laplante—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial door of Sainte Victoire of Arthabaska, on the ELEVENTH day of MAY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 6th April, 1915. 2134—15-2
[First published, 10th April, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **DAME ALPHONSI-**
No. 67. } **NE RICHARD,**
wife contractually separated as to property of Joseph Octave Bourbeau, merchant, of Victoria-ville and the said Joseph Octave Bourbeau to authorize his said wife for these presents, Plaintiff; against CYRILLE LALLIER, of the same place defendant.

As belonging to the defendant:

An emplacement lying in the town of Victoria-ville, on the west side of a cross street Notre Dame street and projected under the name or Avenue Lavigne, containing a superficies of five thousand fifty feet, known and described on the official plan and book of reference for subdivision of lot four hundred and ninety three of the township of Arthabaska, for the parish of Sainte Victoire by the number (493-9)—with a dwelling house and other dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial door of Sainte Victoire of Arthabaska, on the ELEVENTH day of MAY next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 6th April, 1915. 2132—15-2
[First published, 10th April, 1915.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **JOSEPH PERRON, Plain-**
No. 1707. } **tiff in warranty; against**
PHILIPPE ANGERS, Defendant in sub-war-ranty.

A land situate in the parish of Sacré-Cœur-de-Jésus, county of Beauce, in the seventh range of the township of Broughton, containing 68 acres of land in superficies, more or less, or four arpents in front, more or less, by twenty arpents in depth, also more or less, now known under the numbers twelve A and thirteen A (12A and 13A) of the cadastre of the said seventh range of the township of Broughton —with the buildings and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sacré-Cœur-de-Jésus, on the FIRST day of JUNE next (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 26th April, 1915. 2526—18-2
[First published, 1st May, 1915.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauharnois.

Valleyfield, à savoir: } DAME ELIOSE
No 2147. } DAOUST, De-
manderesse; vs EMMANUEL PREVOST, Dé-
fendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. La jouissance et usufruit des bâtisses construites sur les lots de terre connus et désignés sous les numéros trente-trois et trente-quatre de la subdivision cent cinquante-deux (Nos 152-33, 152-34), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Cécile, lesquels jouissance et usufruit des dites bâtisses appartiennent au défendeur en cette cause sa vie durant.

2. La jouissance et l'usufruit appartenant au défendeur, sa vie durant, des lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Cécile, sous les numéros de subdivision trente et un et trente-deux du lot numéro cent cinquante-deux (152-31, 152-32).

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, dans la cité de Salaberry de Valleyfield, VENDREDI le QUATRIEME jour de JUIN prochain 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

JEAN BTE D'AMOUR,

Bureau du shérif. Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 22 avril 1915. 2513
[Première publication, 1er mai, 1915.]

Ventes par le Shérif—Bedford

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour de Circuit.—District de Saint-François.

Province de Québec, } D'ENNAULT GRAIN
District de Bedford, } AND PROVI-
No 83. } SION COMPANY, LI-
MITED, Demanderesse; vs GEDEON PER-
RON, ET AL., Défendeurs.

Pris en exécution comme appartenant à Gédéon Perron.

1. Ce certain morceau de terre situé dans le canton Ely, dans le district de Bedford, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton Ely, comme étant les parties est et sud du lot numéro trois cent quarante-six (346) et la partie sud du lot numéro trois cent quarante-huit (348), les dites parties sud des lots numéros 346 et 348 ayant une largeur de quatre-vingt-quatorze pieds—avec toutes les améliorations dessus érigées et y appartenant, consistant en toutes bâtisses, machinerie, arbre de couche, courroies et poulies et aussi toute machinerie arbre de couche, courroies, poulies et fils s'y rattachant et employés pour fins de production et transmission de courants électriques ainsi que tous les poteaux servant à supporter les dits fils,

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauharnois.

Valleyfield, to wit: } DAME ELIOSE
No. 2147. } DAOUST, Plain-
tiff; vs EMMANUEL PREVOST, Defendant.

As belonging to the Defendant:

1. The enjoyment and usufruct of the buildings erected upon the lots of land known and designated under the numbers thirty three and thirty four of the subdivision number one hundred and fifty two (Nos. 152-33, 152-34), of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Cecile, the said enjoyment and usufruct belonging to the defendant herein, during his lifetime.

2. The enjoyment and usufruct belonging to the defendant herein during his lifetime, of the lots of land known and designated upon the official plan and book of reference of the parish of Sainte Cecile, under subdivision numbers thirty one and thirty two of lot number one hundred and fifty two (152-31, 152-32).

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Cecile, in the city of Salaberry of Valleyfield, on FRIDAY, the FOURTH day of JUNE next, 1915, at eleven o'clock in the forenoon.

JEAN BTE D'AMOUR,

Sheriff's Office. Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 22th April, 1915. 2514
[First published, 1st May, 1915].

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Circuit Court.—District of Saint-François.

Province of Québec, } D'ENNAULT GRAIN
District of Bedford, } AND PROVI-
No. 83. } SION COMPANY, LI-
MITED, Plaintiff; vs GEDEON PERRON, ET
AL., Defendant.

Taken in execution as belonging to Gédéon Perron.

1. That certain piece of land situate in the township of Ely, in the district of Bedford, and now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Ely, as the east and south parts of lot number three hundred and forty six (346) and the south part of lot number three hundred and forty eight (348), the said south parts of lots numbers 346 and 348 having a width of ninety four feet—with all improvements thereon erected and thereto belonging consisting of all buildings, machinery, shafting, belting and pulleys and also all machinery, shafting, belting, pulleys and wires connected therewith and used for the purpose of generating and transmitting electric currents as well as the poles used for supporting said wires, toge-

ensemble avec tous les droits, privilèges et appartenances s'y rapportant.

2. Ce certain morceau de terre de figure irrégulière situé dans le canton Ely, dit district et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton Ely, comme étant le lot numéro trois cent quarante-cinq (345), le dit morceau de terre servant de cour à bois; borné au nord par un chemin, ainsi que la moitié indivise du dit chemin—avec toutes les améliorations dessus existantes.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph d'Ely, à Valcourt (ainsi appelé) le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain 1915, à DEUX heures de l'après-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 6 avril 1915. 2107—15-2
[Première publication, 10 avril 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } AUGUSTIN CHOI-
District de Bedford, } NIERE, Deman-
No 9417. } deur; vs PHILIAS PARISEAU, Défendeur.

Pris en exécution comme appartenant au dit défendeur.

Ce certain morceau de terre situé dans le canton Stukely dans le district de Bedford, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton Stukely comme étant le lot de cadastre numéro six cent trente-cinq (635); borné au nord-ouest et au sud-est par chemin public; à l'est par le lot No 636 et à l'ouest par le lot No 635a, contenant deux verges et vingt-quatre perches en superficie—avec toutes les améliorations dessus existantes.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Anne de Stukely, dans le canton Stukely, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 6 avril 1915. 2109—15-2
[Première publication, 10 avril 1915.]

Vente par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J. BIBEAU, Demandeur;
No 3121. } contre les terres et tenements de J. MURPHY, Défendeur.

Un certain terrain situé dans la ville Saint-Pierre, contenant cinquante pieds de front par cent vingt-sept pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, faisant partie de ce lot de terre connu et désigné sous le numéro trente et un de la subdivision officielle du lot numéro originaire cent dix-neuf (119 Ptie 31), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et borné comme suit: en front par la rue Windsor, en arrière par le numéro officiel 120, maintenant subdivisé d'un côté par une partie du dit lot numéro officiel 119, non encore subdivisée, et de l'autre côté par le résidu du dit numéro 119-31—avec une maison et autres bâtisses sus-érigées.

ther with rights, privileges and appurtenances thereto belonging.

2. That certain piece of land of irregular figure situated in the township of Ely, said district and now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Ely as lot number three hundred and forty five (345), said piece of land serving as a mill yard; bounded on the north by a road, as well as the undivided half of said road—with all improvements thereon.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of the parish of Saint Joseph d'Ely at Valcourt (so called) on the TWENTY SECOND day of MAY next, 1915, at the hour of TWO of the clock in the afternoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, 6th April, 1915. 2108—15-2
[First published, 10th April, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } AUGUSTIN CHOI-
District of Bedford, } NIERE, Plaintiff;
No. 9417. } vs PHILIAS PARISEAU, Defendant.

Taken in execution as belonging to the said Defendant.

That certain piece of land situated in the township of Stukely in the district of Bedford, and now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Stukely as cadastral lot number six hundred and thirty five (635); bounded on the north west and south east by public road; east by lot No. 636 and west by lot No. 635a, containing two roods and twenty four perches in superficies—with all improvements thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Anne de Stukely, in the township of Stukely, on the TWENTY SECOND day of MAY next, 1915, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, 6th April, 1915. 2110—15-2
[First published, 10th April, 1915.]

Sheriff's Sale—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. BIBEAU, Plaintiff;
No. 3121. } against the lands and tenements of J. MURPHY, Defendant.

That certain lot of land situate in the town of Saint Pierre, containing fifty feet in front by one hundred and twenty seven feet in depth, english measure and more or less, forming part of the lot of land known and designated under the number thirty one of the official subdivision of the lot original number one hundred and nineteen (119-Pt. 31), upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal; and bounded as follows: in front by Windsor street, in rear by lot official number 120, now subdivided, on one side by a part of said lot official number 119, unsubdivided, and on the other side by the residue of said lot number 119-31, — with a house and other buildings thereon erected.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif, Montréal, 27 avril 1915. 2557—18-2
[Première publication, 1er Mai 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } DIEUDONNÉ MAR-
No 2157. } TIN, Demandeur;
contre PACIFIQUE LAFRANCE, Défendeur.

Un emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Polycarpe, comté de Soulanges, district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Polycarpe, sous le No 333 et partie du lot No 331—avec bâtisses dessus érigées, le dit emplacement borné en front par le chemin public appelé montée Sainte-Catherine, la partie du lot No 331 étant de la même largeur que le lot No 333, situé juste en arrière de ce dernier lot No 333 et tenant immédiatement à celui-ci, cette dite partie du lot No 331 étant particulièrement décrite comme suit: bornée des deux côtés par la balance du dit lot No 331, en front par le lot No 333, et en arrière par le lot No 317, ayant appartenu à Evangeliste Lalonde, tel que le tout appert quant à ce qui concerne la désignation de l'immeuble ci-dessus à un acte de ratification par D. Martin et al, Re. 333 et 331, Saint-Polycarpe, devant J. E. Gladu, N. P., en date du 19 octobre 1914, sous le No 1447 des minutes du dit notaire ainsi qu'à l'acte de vente ci-dessus mentionné.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Polycarpe, le QUATRIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du Shérif, Montréal, 28 avril 1915. 2597—18-2
[Première publication, 1er mai 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } LEON PELTIER, De-
No 2949. } mandeur; contre
les terres et tènements de VICTOR MOREL,
Défendeur, maintenant entre les mains de
Dolphée Tessier, curateur nommé au délaisse-
ment en cette cause.

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux mille trois cent vingt-quatre de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, sous le numéro cent quarante-huit (148-2324), le dit lot étant le coin est des rues Hochelaga et Montgomery et mesurant vingt-cinq (25) pieds de largeur sur la rue Hochelaga par quatre-vingt (80) pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives apparentes ou accultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif, Montréal, 28 avril 1915. 2599—18-2
[Première publication, 1er Mai 1915.]

To be sold at my office in the city of Montreal, on the FOURTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's office, Montreal, 27th April, 1915. 2558—18-2
[First published, 1st May, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } DIEUDONNÉ MAR-
No. 2157. } TIN, Plaintiff;
against PACIFIQUE LAFRANCE, Defendant.

An emplacement lying and situate in the parish of Saint Polycarpe, county of Soulanges, district of Montreal, known and designated upon the official plan and book of reference of the said parish of Saint Polycarpe, under the number 333 and part of lot No. 331—with the buildings thereon erected, the said emplacement being bounded in front by the public road called "Montée Sainte Catherine", the part of lot No. 331, being of the same width as lot No. 333 and situate immediately at the rear of said lot No. 333 and contiguous thereto, and being, the said part of lot No. 331, more particularly described as follows: bounded on both sides by the balance of said lot No. 331, in front by lot No. 333 and in rear by lot No. 317, formerly belonging to Evangeliste Lalonde, the above description of said part of lot No. 331 being taken from a deed of confirmation of title by D. Martin et al, Re. 333 and 331, Saint Polycarpe, before J. E. Gladu, N. P., bearing date the 19th October, 1914, under the No. 1447 of the minutes of said notary and in the deed of sale above mentioned.

To be sold at the church door of the parish of Saint Polycarpe, on the FOURTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's Office, Montreal, 28th April, 1915. 2598—18-2
[First published, 1st May, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } LEON PELTIER, Plain-
No. 2949. } tiff; against the lands
and tenements of VICTOR MOREL, Defendant,
now in the hands of Dolphée Tessier, appointed
curator to the surrender made herein.

A lot of land lying and situate in Hochelaga ward, of the city of Montreal, known and designated under the number two thousand three hundred and twenty four of the subdivision of the official lot known and designated upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, under the number one hundred and forty eight (148-2324), the said lot being the east corner of Hochelaga and Montgomery streets and measuring twenty five (25) feet in width on Hochelaga street by eighty (80) feet in depth, english measure and more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, as the whole now subsists with the active and passive apparent or non apparent servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's office, Montreal, 28th April, 1915. 2600—18-2
[First published, 1st May, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **A. VERDON**, Deman-
No 1071. } deur; contre les ter-
res et tenements de **J. HORACE DAVID ET AL.**,
entre les mains de Emilio Major, curateur, dû-
ment nommé au délaissement fait en cette
cause.

Deux lots de terre situés en la paroisse de la
Pointe-aux-Trembles, comté d'Hochelaga, connus
sous les numéros cent six et cent sept de la subdivi-
sion officielle du lot originaire numéro deux
cent vingt-sept (227-106 et 107) sur le plan et au
livre de renvoi officiels de la dite paroisse de la
Pointe-aux-Trembles,—avec bâtisses dessus con-
struites, les dits lots bornés en front par la rue
St-Jean.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de
Montréal, le QUATORZIEME jour de MAI
prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 7 avril 1915. 2147—15-2
[Première publication, 10 avril 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ARMAND VINET**,
No 3770. } ET AL., Demandeurs;
contre **DAME ANNA MARIA LEFEBVRE**,
épouse séparée de biens de Laurent Elzéar Lortie,
et ce dernier en autant qu'il est besoin pour auto-
riser sa dite épouse aux fins des présentes, Dé-
fenderesse.

Trois lots de terre situés à la terrasse des Villas,
en la paroisse du Sault-au-Récollet, dans le
comté d'Hochelaga, ayant front sur la place du
Bon Repos, connus et désignés sous les numéros
deux, trois et quatre de la subdivision officielle
du lot numéro deux cent vingt-quatre (224-2,
3 et 4), des plan et livre de renvoi officiels de la
paroisse du Sault-au-Récollet,—avec bâtisses y
érigées, le tout ne formant qu'une seule et même
exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le QUINZIEME jour de MAI pro-
chain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 7 avril 1915. 2151—15-2
[Première publication, 10 avril 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE ROYAL INS-**
No 3920. } **TITUTION FOR**
THE ADVANCEMENT OF LEARNING,
corps politique et incorporé ayant son bureau chef
et sa place principales d'affaires dans les cité et
district de Montréal, Demandeurs; contre **LES**
terres et héritages de **GEORGE H. LANG-**
RIDGE, Défendeur.

Ce certain lot de terre situé dans la cité de
Westmount, connu et désigné comme étant le lot
de subdivision numéro soixante-trois de la subdivi-
sion officielle du lot numéro deux cent dix-huit
(218-63) des plan et livre de renvoi officiels de
la paroisse de Montréal, contenant cinquante
pieds de largeur sur cent onze pieds de profondeur,
mesure anglaise, plus ou moins; borné en front
par l'Avenue Grosvenor,—avec la résidence sépa-
rée à trois étages solides en briques, et le garage
dessus érigés, et en plus, ce certain lot de terre
située dans la cité de Westmount, connu et dési-
gné comme étant le lot de subdivision numéro
soixante-deux de la subdivision officielle du lot
numéro deux cent dix-huit (218-62) des plan et
livre de renvoi officiels de la dite paroisse de

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **A. VERDON**, Plain-
No. 1071. } tiff; against the lands
and tenements of **J. HORACE DAVID et al.**, in
the hands of Emilio Major, duly appointed
curator to the surrender made herein.

Two lots of land situate in the parish of Pointe
aux Trembles, county of Hochelaga, known
under the numbers one hundred and six and one
hundred and seven of the official subdivison
of the lot original number two hundred and
twenty seven (227-106 and 107), upon the official
plan and book of reference of the said parish of
Pointe aux Trembles—with the buildings thereon
erected, the said lots fronting on Saint Jean
street.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the FOURTEENTH day of MAY next, at
TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 7th April, 1915. 2148—15-2
[First published, 10th April, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ARMAND VINET ET**
No. 3770. } **AL.**, Plaintiff's;
against **DAME ANNA MARIA LEFEBVRE**,
wife separated as to property of Laurent Elzéar
Lortie, and the latter a party hereto to authorize
his said wife for the purposes hereof, Defendant.

Three lots of land situate at the place called
"Terrasse des Villas", in the parish of Sault-au-
Récollet, in the county of Hochelaga, fronting on
Bon Repos Square, known and designated under
the numbers two, three and four of the official
subdivision of the lot number two hundred and
twenty four (224-2, 3 and 4), of the official plan
and book of reference of the parish of Sault-au-
Récollet—with the buildings thereon erected, the
whole forming one single plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the FIFTEENTH day of MAY next, at
ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 7th April, 1915. 2152—15-2
[First published, 10th April, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE ROYAL INSTITU-**
No. 3920. } **TION FOR THE AD-**
VANCEMENT OF LEARNING, a body poli-
tic and corporate having its principal office and
places of business in the city and district of
Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements
of **GEORGE H. LANGRIDGE**, Defen-
dant.

That certain lot of land situate in the city of
Westmount, known and designated as subdivi-
sion lot number sixty three of the official subdivi-
sion of lot number two hundred and eighteen
(218-63) on the official plan and book of refer-
ence of the parish of Montreal, containing fifty
feet in width by one hundred and eleven feet in
depth, english measure, more or less; bounded in
front, by Grosvenor Avenue—with the three
story solid brick detached residence, and garage
thereon erected, and further, that certain lot of
land situate in the city of Westmount, known and
designated as being subdivision lot number sixty
two of the official subdivision of lot number two
hundred and eighteen (218-62) of the official
plan and book of reference of the said parish of

Montréal, contenant cinquante pieds de largeur par cent onze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; borné en front, par la dite Avenue Grosvenor, et contigu au lot de terre ci-dessus décrit en premier lieu—avec toutes bâtisses ou appartenances dessus érigées, les deux dits lots de terre ou emplacements pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Shérif.

Montréal, 7 avril 1915.

2149—15-2

[Première publication, 10 avril 1915.]

**MANDAT DU CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **J. WILFRID MI-**
No 12c. } **CHAUD ET AL.,**

Curateurs aux biens de JEAN-BAPTISTE DUPRE & CHARLES MARQUETTE, Faillits.

Deux lots de terre situés sur la rue des Carrières, dans la cité de Montréal, de forme irrégulière, mesurant en superficie trois mille sept cent cinquante-un pieds, plus ou moins, mesure anglaise, connus et désignés comme étant les lots numéros quarante-six et quarante-sept de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-et-cinq (165-46 et 47), sur le plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, avec droit de passage dans la ruelle située en arrière des dits lots et les bâtisses y érigées, portant les numéros civiques 61, 63 et 65 de la dite rue des Carrières, les susdits lots formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,

Shérif.

Montréal, 7 avril 1915.

2153

[Première publication, 10 avril 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **BERNARD BER-**
No. 4483. } **NARD, Deman-**
deur; contre JAMES EDWARDS CONNOLLY, Défendeur.

Deux lots de terre connus et désignés sous les numéros cent trente-neuf et cent quarante de la subdivision officielle du lot No douze, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation, à distraire de la profondeur des dits lots de terre, une lisière de terrain de six pieds de profondeur par toute la largeur des dits lots, pour servir à une ruelle commune—avec les bâtisses dessus érigées et portant les Nos 1450 à 1460 de la rue Messier.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de cinq cents piastres sera exigé de chaque enchérisseur, lors de son enchère, suivant jugement de l'hon. juge S. Beaudin, en date du 24 mars 1915.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,

Shérif.

2143—15-2

[Première publication, 10 avril 1915.]

Montreal, containing fifty feet in width, by one hundred and eleven feet in depth, english measure more or less; bounded in front, by the said Grosvenor Avenue, and adjoining the one above described lot,—with all buildings or appurtenances thereon erected, the said two lots or emplacements to be sold *en block*.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of MAY, next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriffs' office.

Sheriff.

Montreal, 7th April, 1915.

2150—15-2

[First published, 10th April, 1915.]

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **J. WILFRID MI-**
No. 12c. } **CHAUD, ET AL.,**

Curators to the property of JEAN BAPTISTE DUPRE & CHARLES MARQUETTE, Insolvents.

Two lots of land situated upon Des Carrières street, in the city of Montreal, of irregular outline, measuring in superficies three thousand seven hundred and fifty one feet, more or less, english measure, known and designated as being the lots numbers forty six and forty seven of the official subdivision of the lot number one hundred and sixty five (165—46 and 47), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis—with the use of the lane in rear of said lots and the buildings thereon erected, bearing the civic numbers 61, 63 and 65 of said Des Carrières street, the above lots forming one single plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Sheriff.

Montreal, 7 April, 1915.

2154—15-2

[First published, 10th April, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: } **BERNARD BER-**
No. 4483. } **NARD, Plaintiff;**
against JAMES EDWARDS CONNOLLY, Defendant.

Two lots of land known and designated under the numbers one hundred and thirty nine and one hundred and forty of the official subdivision of the lot No. twelve, upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Visitation, save and except a strip of land of six feet in depth by the whole width of the said lots, to be taken from the depth of said lots, to be used as a common lane—with the buildings erected thereon and bearing the Nos. 1450 to 1460 Messier street.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of five hundred dollars will be exacted from each bidder when making his first bid, pursuant to a judgment of the honourable justice S. Beaudin, bearing date 24th March, 1915.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Sheriff.

2144—15-2

[First published, 10th April, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DESIRE VAN DE**
No. 1136. } **GENACHTE**, De-
mandeur; contre les terres et tènements de JEAN-
BAPTISTE CHARTRAND, Défendeur.

Les lots numéro deux mille trente-et-un et deux mille trente trois (2031, 2033) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; bornés en front par la rue Notre-Dame, en profondeur par le lot No 2035 de la susdite paroisse de Montréal, au nord-est par le lot No 2032, et de l'autre côté, au sud-ouest, par le lot No 2030 et partie par le lot No 2034—avec les maisons et dépendances dessus construites. Ces deux lots sont divisés par un passage allant de la rue Rose de Lima jusqu'au No 2032, dans lequel passage le défendeur et ses ayants droit ont droit en commun avec les propriétaires voisins.

Cette vente est faite à la charge par l'acquéreur de respecter le bail consenti par le défendeur par acte sous seing privé, à Montréal, le 12 février 1915, à Oscar Daoust & Cie, du numéro civique 1654 de la rue Notre-Dame Ouest à Montréal, avec dépendances en arrière consistant en écurie boutique et remise, le tout bâti sur les lots de terre sus-vendus, ce bail étant pour deux ans à compter du premier mai 1915, à raison de \$720.00 pour les dites deux années.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Shérif

Montréal, 7 avril 1915.

2145—15-2

[Première publication, 10 avril 1915].

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } **DARVIGNY MIVILLE**
No. 2633. } **DECHENE**, courtier,
de Sainte-Marie, Beauce; contre JOHN McGEE,
de Saint-Sylvestre et ARTHUR LETOURNEAU
du même lieu, mis en cause, à savoir:

1. Le lot No 227 (deux cent vingt-sept) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Patrice de Beaurivage, comté de Lotbinière, étant une terre située en la concession Saint-Patrice, contenant vingt-deux arpents en superficie—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 228 (deux cent vingt-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Patrice de Beaurivage, comté de Lotbinière, étant une terre située en la concession Saint-Patrice, contenant quarante-deux arpents en superficie—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Le lot No 229 (deux cent vingt-neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Patrice de Beaurivage, comté de Lotbinière, étant une terre située en la concession Saint-Patrice, contenant vingt arpents en superficie—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Patrice de Beaurivage, comté de

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DESIRE VAN DE**
No. 1136. } **GENACHTE**, Plain-
tiff; against the lands and tenements of JEAN
BAPTISTE CHARTRAND, Defendant.

The lots numbers two thousand and thirty one and two thousand and thirty three (2031, 2033) upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded in front by Notre Dame street, in depth by the lot No. 2035 of the aforesaid parish of Montreal, towards the north east by the lot No. 2032 and on the other side towards the south west by the lot No. 2030 and partly by the lot No. 2034—with the houses and dependencies thereon erected. These two lots are separated by a passage leading from Rose de Lima street to lot No. 2032, in which passage the defendant and his assigns have a right in common with all adjacent proprietors.

This sale is made upon the condition for the purchaser, to respect the lease from the defendant under private seal, at Montreal, on the 12th February, 1915, to Oscar Daoust & Co, of the civic number 1654 Notre Dame street west, Montreal, with dependencies in rear consisting of a stable, shop and wagon shed, the whole built upon the lots of land above described, this lease being for two years from May, 1st, 1915, for the sum of \$720.00 for the said two years.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Sheriff.

Montreal, 7th April, 1915.

2146—15-2

[First published, 10th April, 1915].

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } **DARVIGNY MIVILLE**
No. 2633. } **DECHENE**, broker, of
Sainte Marie, Beauce; against JOHN McGEE,
of Saint Sylvestre and ARTHUR LETOURNEAU
of the same place, *mis en cause*, to wit:

1. The lot No. 227 (two hundred and twenty seven) of the official cadastre for the parish of Saint Patrice de Beaurivage, county of Lotbinière, being a land situate in Saint Patrick's concession, containing twenty two arpents in superficies—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The lot No. 228 (two hundred and twenty eight) of the official cadastre for the parish of Saint Patrice de Beaurivage, county of Lotbinière, being a land situate in Saint Patrick's concession, containing forty two arpents in superficies—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. The lot No. 229 (two hundred and twenty nine) of the official cadastre for the parish of Saint Patrice de Beaurivage, county of Lotbinière, being a land situate in Saint Patrick's concession, containing twenty arpents in superficies—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Patrice de Beaurivage, county of Lotbi-

Lotbinière, le QUATRIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif, Shérif.
[Première publication, 1er mai 1915.] 2625
[Deuxième publication, 15 mai 1915.]

FIERI FACIAS

Cour de Circuit de Québec.

Québec, à savoir: } **THE IMPERIAL OIL**
No 1964. } **COMPANY, LIMITED**
"ED", corporation légale, ayant son principal bureau d'affaires en la cité et district de Montréal; contre CHARLES-HECTOR LEPAGE, de la cité de Québec, à savoir:

Le lot No 1547, (mille cinq cent quarante-sept), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Sauveur de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Bonaventure, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sujet à une rente foncière annuelle de \$6.00, payable à l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 juin de chaque année.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-ET-UNIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 15 avril 1915. 2311-16-2
[Première publication, 17 avril 1915.]
[Deuxième publication, 1er mai 1915.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir: } **LOUIS ARTHUR BEAU-**
No 5640. } **CHEMIN,** Demandeur; contre LOUIS RAYMOND, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause qui devait avoir lieu, à onze heures de l'avant-midi, le deuxième jour du mois de mars dernier (1915), à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joachim de Courval, aura lieu, à ONZE heures de l'avant-midi, le DIX-NEUVIEME jour du mois de MAI prochain (1915), au même endroit.

Donné à Sorel, ce vingt-huitième jour du mois d'avril mil neuf cent quinze.

JOS. G. LARIVIERE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, P. Que. 2601
[Première publication, 1er mai 1915.]

Ventes par le Shérif—Roberval

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **DANS LA CAUSE**
District de Saguenay. } **DE LA BANQUE**
NATIONALE; vs JOSEPH SAULNIER, du

nière, on the FOURTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff office, Sheriff.
[First published, 1st May, 1915.] 2626
[Second published, 15th May, 1915.]

FIERI FACIAS

Circuit Court of Quebec.

Quebec, to wit: } **THE IMPERIAL OIL**
No. 1964. } **COMPANY LIMITED,**
a legal corporation having its principal place of business in the city and district of Montreal; against CHARLES-HECTOR LEPAGE, of the city of Quebec, to wit:

Lot No. 1547, (fifteen hundred and forty seven), of the official cadastre for Saint Sauveur ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Saint Bonaventure street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, subject to an annual ground rent of \$6.00 payable at the Hotel-Dieu de Quebec, on the 29th June, of every year.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY FIRST day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 15th April, 1915. 2312-16-2
[First published, 17th April, 1915.]
[Secondly published, 1st May, 1915.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit: } **LOUIS ARTHUR BEAU-**
No. 5640. } **CHEMIN,** Plaintiff; against LOUIS RAYMOND, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immoveable seized in the present cause formerly announced to take place at eleven o'clock in the forenoon on the second day of the month of March last, (1915), at the parochial church door of the parish of Saint Joachim de Courval, will take place at ELEVEN o'clock in the forenoon on the NINETEENTH day of MAY next, (1915), at the same place.

Given at Sorel, this twenty-eight day of April one thousand nine hundred and fifteen.

JOS. G. LARIVIERE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, P. Que. 2602
[First published, 1st May, 1915.]

Sheriff's Sales—Roberval

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.

Province of Quebec, } **IN THE CASE OF**
District of Saguenay. } **LA BANQUE NA-**
TIONALE; vs JOSEPH SAULNIER, of the

village de la Malbaie, commerçant, Défendeur, à
savoir:

Une fromagerie (fabrique à faire le fromage) avec
bouilloire outillage et accessoires tel que: 2 bassins
à lait, 1 bassin à petit lait, 1 réservoir à recevoir
le lait, 1 réservoir rond à petit lait, 8 moules à fro-
mage, 1 presse, 3 couteaux à fromage, 1 moulin à
boîtes, 2 réservoirs carré, 2 rateaux à fromage,
2 couloirs, 1 coupe caillé et 1 grue à monter
les canistres, et avec tous les droits et obligations
stipulés en le bail ci-dessous mentionné, bâtie
sur un terrain mesurant 75 pieds par 75 pieds
faisant partie du lot de terre connu et désigné
sous le numéro B-B, des plan et livre de renvoi
officiels du rang ouest du canton de Mésey, dans
le comté de Lac Saint-Jean, le dit terrain, borné
en front par la ligne qui sépare le village d'Hé-
bertville de la paroisse de Notre-Dame d'Hé-
bertville, et des trois autres côtés, par le reste
du dit lot et possédé par le Défendeur, en vertu
d'un bail à lui consenti le 18 octobre 1912; par
Dérilla Villeneuve, par acte devant Honoré
Hector Houde, notaire, dans le dit village, et
enregistré au bureau d'enregistrement de la divi-
sion d'enregistrement numéro un du comté du
Lac Saint-Jean, le 23 octobre 1912, dans le
régistre A, volume 14, sous le numéro 4205, pour
un terme de 25 ans, à compter du 18 octobre 1912
à charge d'un loyer annuel de \$22.00 jusqu'à l'ex-
piration du bail, avec le droit de passage pour
l'utilité de la fromagerie susdite, et tel qu'il existe
actuellement, sur une largeur d'environ 18 pieds
et traversant le lot de terre numéro A-B du dit
premier rang ouest du susdit canton de Mésey.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Notre-Dame d'Hébertville, le ON-
ZIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures
de l'après-midi.

GEO. LEVESQUE,

Bureau du shérif, Shérif.
Roberval, 6 avril, 1915. 2169—15-2
[Première publication, 10 avril 1915.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **DANS LA CAUSE**
District de Québec, } **DE ANGELINE**
No 1111.—A savoir: } **BELANGER**, de Qué-
bec, épouse séparée de biens de Martin E. Malo-
ney, du même lieu; vs J. B. R. HUDON, ci-
devant, de Roberval, et maintenant du Lac
Bouchette, Défendeur.

Les lots de terre maintenant connus et désignés,
sous les numéros vingt-un-B (21b), du cinquième
rang, et vingt-deux (22) du septième rang, des
plan et livre de renvoi officiels, du cadastre du
canton Dablon, dans le comté de Lac Saint-Jean,
situés dans la paroisse de Lac Bouchette—avec
bâtisses dessus érigées, circonstances et dépen-
dances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Thomas d'Aquin (Lac Bou-
chette), le DOUZIEME jour de MAI prochain,
à DEUX heures de l'après-midi.

GEO. LEVESQUE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Roberval, 6 avril 1915. 2171—15-2
[Première publication, 10 avril 1915.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **DANS LA CAUSE**
District de Roberval, } **DE CLOVIS**
A savoir: } **GIRARD**, journalier,
de Saint-Joseph d'Alma, Demandeur; contre les
biens mobiliers et immobiliers de THEODORE
FORTIN, du même lieu, Défendeur.

1. Le lot de terre maintenant connu et désigné
sous le numéro trente-deux (32), des plan et livre

village of La Malbaie, trader, Defendant. to wit:

A cheese factory with boiler, equipment and
accessories such as: 2 milk basins, 1 whey basin,
1 milk reservoir, 1 whey tank, 8 cheese moulds,
1 press, 3 cheese knives, 1 box mill, 2 square
reservoirs, 2 cheese rakes, 2 strainers 1 curdled
milk mixed and 1 crane for lifting the cans,
with all the rights and obligations stipulated
in the lease hereunder mentioned, built upon a lot
of land measuring 75 feet by 75 feet, forming
part of the lot of land known and designated
under the number B-B, of the official plan and
book of reference of the west range of the township
of Mesy, in the county of Lake Saint John, the
said lot of land being bounded in front by the
division line between the village of Hébertville
and the parish of Notre Dame d'Hébertville, and
on the remaining three sides by the residue of said
lot owned by the Defendant, under a lease in his
favor from Derilla Villeneuve, dated the 18th
October, 1912, passed before Honoré Hector
Houde, notary, of the said village, and registered
in the registry office of the registration division
number one of the county of Lake Saint John, on
the 23rd October, 1912, in register A, volume 14,
under the number 4205, for a period of 25 years
from the 18th October, 1912, subject to an annual
rent of \$22.00 until the expiration of said lease,
with a right of way for the use of said cheese
factory, and as it now subsist, of about 18 feet
in width across the lot of land number A-B, of the
said first west range of the aforesaid township
of Mesy.

To be sold at the church door of the parish of
Notre Dame d'Hébertville, on the ELEVENTH
day of MAY, next, at TWO o'clock in the
afternoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, Shérif
Roberval, 6th April, 1915. 2170—15-2
[First published, 10th April, 1915.]

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **IN THE CAUSE OF**
District of Quebec, } **ANGELINE BE-**
No. 1111.—To wit: } **LANGER**, of Quebec,
wife separated as to property of Martin E. Malo-
ney, of the same place; vs J. B. R. HUDON,
formerly of Roberval, and now of Lac Bou-
chette, Defendant.

The lots of land now known and designated
under the numbers twenty one B (21b), of the
fifth range, and twenty two (22) of the seventh
range, of the official plan and book of reference
of the cadastre of the township of Dablon, in the
county of Lake Saint John, situate in the parish
of Lac Bouchette,—with the buildings thereon
erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Thomas d'Aquin (Lac Bouchette), on the
TWELFTH day of MAY next, at TWO o'clock
in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, Shérif.
Roberval, 6th April, 1915. 2172—15-2
[First published, 10th April, 1915.]

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **IN THE CASE OF**
District of Roberval, } **CLOVIS GI-**
To wit: } **RARD**, laborer, of Saint
Joseph d'Alma, Plaintiff; against the moveable
and immoveable property of THEODORE
FORTIN, of the same place, Defendant.

1. The lot of land now known and designated
under the number thirty two (32) of the official

de renvoi officiels, du cadastre pour le neuvième rang du canton de Signal—avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

2. Un certain terrain ou emplacement, sis et situé en le village de Saint-Joseph d'Alma, faisant partie du lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro quatre (Ptie 4) du cadastre officiel pour le premier rang Ile d'Alma, dans le canton Delisle, dans le comté de Lac Saint-Jean, et mesurant 190 pieds au sud, 160 pieds à l'ouest, 76 pieds à l'est de ces deux derniers côtés, y compris la plage et pieds au nord—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma, le ONZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

GEO. LEVESQUE, Sheriff.

Bureau du shérif, Sherbrooke, 27 avril 1915. 2173—15-2
[Première publication, 10 avril 1915.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } HORACE MEL-
No 253. } VIN HO-
VEY, du village de Rock Island, dans le district de Saint-François, avocat, Demandeur; contre GEORGES FREDERICK BROWN, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, Défendeur.

Saisis comme appartenant au défendeur:

Certains emplacements situés dans le dit canton de Stanstead, connus et décrits comme suits:

1. Le lot No quatre cent vingt-trois (423) du cadastre officiel et du livre de renvoi du dit canton de Stanstead.

2. Le lot numéro quatre cent vingt six du dit plan et du dit livre de renvoi du dit canton de Stanstead.

3. Partie du lot numéro quatre cent huit (408) aux dits plan et livre de renvoi, désignée comme suit, à savoir: A partir de la route conduisant de Griffin's Corner à Stanstead Plain, à l'encoignure nord-est du terrain autrefois la propriété de feu Benjamin Côté et allant dans une direction méridionale au centre d'une source, de là dans une direction sud, au centre d'un marais à cinquante pieds du grand chemin, jusqu'à la terre possédée par Moses Blount ou ses représentants; de là dans une direction sud parallèlement à la dite ligne en arrière du dit grand chemin; de là dans une direction ouest le long du grand chemin jusqu'à l'endroit d'origine, faisant trois acres de terre,—avec toutes les améliorations et constructions qui se trouvent sur les dites terres.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Stanstead, le PREMIER jour de JUIN prochain, 1915, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEYER, Sheriff.

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 27 avril 1915. 2595—18-2
[Première publication, 1er mai 1915.]

plan and book of reference of the cadastre for the ninth range of the township of Signal—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A certain lot of land or emplacement lying and situate in the village of Saint Joseph d'Alma, forming part of the lot of land now known and designated under the number four (Pt. No. 4), of the official cadastre for the first range of Alma Island, in the township of Delisle, in the county of Lake Saint John, and measuring 190 feet on the south side, 160 feet on the west side, 76 feet east of the two latter sides including the beach on the north—with the buildings thereon erected circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph d'Alma, on the ELEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE, Sheriff.

Sheriff's office, Sherbrooke, 6th April, 1915. 2174—15-2
[First published, 10th April, 1915.]

Sheriff's Sales—St. Francis.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } HORACE MELVIN
No. 253. } HOVEY, of the village of Rock Island, in the district of Saint Francis, advocate, Plaintiff; against GEORGE FREDERICK BROWN, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, Defendant.

Seized as belonging to said Defendant:

Those certain tracts of land situated in the said township of Stanstead, known and designated as:

1. Lot number four hundred and twenty three (423) upon the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Stanstead.

2. Lot number four hundred and twenty-six (426) upon said plan and in the said book of reference for said township of Stanstead.

3. Part of lot number four hundred and eight (part of No. 408) upon said plan and in said book of reference, described as follows, viz: Commencing on the highway leading from Griffin's Corner to Stanstead Plain, at the north east corner of the land formerly owned by the late Benjamin Cote and running in a southerly course to the centre of a spring, thence in a southerly course to the centre of a swamp, fifty rods from the highway; to the land now owned by Moses Blount or representatives; thence in a northerly course parallel with said side line back to said highway, thence in a westerly course along said highway to the place of beginning, making three acres of land—together with all the betterment buildings and improvements on said above described lands erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Sacre Cœur de Jesus de Stanstead, on the FIRST day of JUNE next, 1915, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMEYER, Sheriff.

Sheriff's Office, Sherbrooke, 27th April, 1915. 2596—18-2
[First published, 1st May, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir: } **NARCISSE ROBI-**
No 386. } **TAILLE**, com-
merçant, de Windsor Mills, dans le district de
Saint-François, Demandeur; contre **GEORGES**
CAMIRE, fils et **GEORGES CAMIRE**, père;
ci-devant de Windsor, dans le district de Saint-
François, maintenant absent aux Etats-Unis
d'Amérique, Défendeurs.

Saisis comme appartenant au dit défendeur
Georges Camiré, fils:

Les droits de réméré qu'a le défendeur Georges
Camiré, fils de feu Jacques Camiré, père, dans le
lot cadastral No 210 des plan et livre de renvoi
officiels pour le canton de Windsor, lesquels droits
le défendeur Georges Camiré, fils de feu Jacques
Camiré, père, s'est réservé dans un acte de vente
passé devant L. N. Belisle, notaire, le 14 janvier
1909, enregistré au bureau d'enregistrement pour
le comté de Richmond, le 18 janvier 1909, en
vendant le dit lot No 210 à Joseph Lépine, mar-
chand, du dit canton de Windsor, de racheter le
lot durant les deux années à compter du 14
janvier 1909, en payant au dit Joseph Lépine, la
dite somme de \$580.00 avec intérêt à 7% par
année.

Pour être vendus à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Georges de Windsor, le DEU-
XIEME jour de JUIN prochain, 1915, à DEUX
heures de l'après-midi.

HENRY AYLMEER,
Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 27 avril 1915. 2593—18-2
[Première publication, 1er Mai 1915.]

MANDAT DE CURATEUR
FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-François
Saint-François, à savoir: } **LOUIS HELLIG**,
No 208. } **L** des cité et dis-
trict de Montréal, marchand de ferrailles, Deman-
deur; contre **BENJAMIN COHEN**, de la cité de
Sherbrooke, dans le district de Saint-François,
Défendeur, et **Télesphore Bélanger** et **Gédéon**
E. Bégin, tous deux de la cité de Sherbrooke,
sudit district, comptables, curateurs.

Saisis comme appartenant à la succession
vacante du dit Défendeur:

1. Ce certain morceau ou lopin de terre situé
et étant dans la cité de Sherbrooke, connu et
désigné comme étant le lot numéro treize cent
soixante-dix-neuf (1379) aux plan et livre de
renvoi du cadastre pour le quartier sud de la cité
de Sherbrooke, lequel dit terrain était connu et
désigné, antérieurement au cadastre de la cité
de Sherbrooke, comme étant le lot numéro
trente-quatre (34) du bloc quinze (15) de Sher-
brooke sud—avec les bâtisses dessus érigées.

2. Ce certain morceau ou lopin de terre situé
et étant dans la cité de Sherbrooke connu et
désigné comme étant le lot numéro treize cent
quatre-vingt (1380) aux plan et livre de renvoi
du cadastre pour le quartier sud de la cité de
Sherbrooke—avec les bâtisses érigées sur la dite
propriété immobilière.

Pour être vendus à mon bureau, au palais de
justice, dans le comté de Sherbrooke, dans le
district de Saint-François, le ONZIEME jour de
MAI prochain 1915, à DIX heures de l'avant-
midi.

HENRY AYLMEER,
Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 6 avril 1915. 2111—15-2
[Première publication, 10 avril 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit: } **NARCISSE ROBI-**
No. 386. } **TAILLE**, trader,
of Windsor Mills, in the district of Saint Fran-
cis, Plaintiff; against **GEORGES CAMIRE, Jr**,
and **GEORGES CAMIRE, Sr**, heretofore of
Windsor, in the district of Saint Francis, now in
the United States of America, Defendants:

Seized as belonging to said defendant Georges
Camiré, Jr:

The right of redemption which the defendant
Georges Camiré, son of the late Jacques Camiré,
Sr, holds on the cadastral lot No. 210 of the
official plan and book of reference for the town-
ship of Windsor, which rights the defendant
Georges Camiré, son of the late Jacques Camiré,
Sr, reserved in a deed of sale executed before
L. N. Belisle, notary the 14th January, 1909,
registered in the registry office for the county of
Richmond, on the 18th January, 1909, in the sale
of said lot No. 210 to Joseph Lépine, merchant, of
the said township of Windsor, to redeem the said
lot within two years from and after the 14th
January, 1909, by paying to said Joseph Lépine,
the sum of \$580.00 with interests at the rate of
7% per annum.

To be sold at the church door of the parish
of Saint Georges de Windsor, on the SECOND
day of JUNE next, 1915, at TWO o'clock in the
afternoon.

HENRY AYLMEER,
Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, 27th April, 1915. 2594—18-2
[First published, 1st May, 1915.]

CURATOR'S WARRANT
FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Francis
Saint Francis, to wit: } **LOUIS HELLIG**,
No. 208. } **L** of the city and
district of Montreal, punk dealer, Plaintiff;
against **BENJAMIN COHEN**, of the city of
Sherbrooke, in the district of Saint Francis,
Defendant, and **Télesphore Bélanger** et **Gédéon**
E. Bégin, both of the city of Sherbrooke, district
aforesaid, accountants, curators

Seized as belonging to said defendants' aban-
doned estate:

1. That certain tract or parcel of land situate
and being in the city of Sherbrooke, known and
designated as lot number thirteen hundred and
seventy nine (1379) on the cadastral plan and
in the book of reference for the south ward of the
city of Sherbrooke, which said land was known
and designated prior to the cadastre of the city
of Sherbrooke as the lot number thirty four (34)
in block fifteen (15) of South Sherbrooke—with
the buildings thereon erected.

2. That certain tract or parcel of land situate
and being in the city of Sherbrooke, known and
designated as the lot number thirteen hundred
and eighty (1380) on the cadastral plan and in the
book of reference for the south ward of the city
of Sherbrooke—with the buildings erected on the
said immoveable property.

To be sold at my office at the court house in
the city of Sherbrooke, in the district of Saint
Francis, on the ELEVENTH day of MAY next,
1915, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMEER,
Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, 6th April, 1915. 2112—15-2
[First published, 10th April, 1915.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } **L A BANQUE**
No 9441. } **D'HOCHE-**

LAGA, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en les cités et district de Montréal, et une succursale au village de Granby, district de Bedford, Demanderesse; contre WILFRID CUSSON ET AL., Défendeurs.

Saisi comme appartenant au défendeur W. Cusson:

Une terre située en la paroisse de l'Ange-Gardien, sur le rang Séraphine, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, comme étant les lots numéros trente et un et trente deux (31-32)—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de l'Ange-Gardien, MARDI, le PREMIER jour de JUIN prochain (1915), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du Shérif. Shérif.
Sainte-Hyacinthe, 26 avril 1915. 2567—18-2
[Première publication, 1er mai 1915].

Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Montréal, } **HERMENEGILDE**
No. 2275. } **LAMONTAGNE**, Demandeur, vs EDOUARD SENECAI, Défendeur.

Un terrain situé en la paroisse de Saint-Eustache, rang du Lac, comté des Deux Montagnes, district de Terrebonne, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent quarante huit (No 148), des plan et livre de renvoi officiels pour ladite paroisse de Saint-Eustache, et contenant douze arpents en superficie plus ou moins, borné comme suit: au nord du reste du numéro appartenant à Madame Julien Binette, au sud, au Lac des Deux-Montagnes, d'un côté à Oswald Laurin et de l'autre côté à la dite Dame Julia Binette.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale du village de Saint-Eustache, dit district, le DEUXIEME jour de JUIN prochain 1915, à DEUX heures de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif. Shérif.
Sainte-Scholastique, 27 avril 1915. 2553—18-2

[Première publication, 1er mai 1915].

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Saint Hyacinth, to wit: } **L A BANQUE**
No. 9441. } **D'HOCHE-**

LAGA, a body politic and corporate, having its chief place of business in the city and district of Montreal, and a branch in the village of Granby, district of Bedford, Plaintiff; against WILFRID CUSSON ET AL., Defendants.

Seized as belonging to the defendant W. Cusson:

A farm situate in the parish of l'Ange-Gardien, on the Saraphine range, known and designated on plan and book of the official cadastre of said parish, as being lots numbers thirty one and thirty two (31-32)—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of l'Ange Gardien, TUESDAY, on the FIRST day of JUNE next, (1915), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office. Sheriff.
Saint Hyacinth, 26th April 1915. 2568—18-2
[First published, 1st May, 1915].

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Districts of Montreal, } **HERMENEGILDE**
No. 2275. } **LAMONTAGNE**, Plaintiff; vs EDOUARD SENECAI, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint Eustache, range Du Lac, county of Two-Mountains, district of Terrebonne, known and designated as forming part of the lot number one hundred and forty-eight (No. 148), of the official plan and book of reference for the said parish of Saint Eustache, and containing twelve arpents in superficies, more or less, bounded as follows: on the north by the residue of said lot number 148 belonging to Dame Julien Binette, on the south by Lake of Two Mountains, on one side by Oswald Laurin, and on the other side by the said Dame Julia Binette.

To be sold at the parochial church door of the village of Saint Eustache, aforesaid district, on the SECOND day of JUNE next, 1915, at TWO o'clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office. Sheriff.
Sainte Scholastique, 27th April, 1915.

2554—18-2

[First published, 1st May, 1915].

Avis du Gouvernement

Government Notices

The Connoisseur Cigar Company Ltd

Avis est par le présent donné qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 23^{ième} jour d'avril 1915, constituant en corporation MM. James Edward Coulin, John Joseph Meagher, Walter Seely Johnson, Gerald Augustine Coughlin, avocats, et Hugh Wylie, comptable, de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire le commerce d'importation, exportation, fabrication, achat et vente de tabac et des produits dérivés du tabac, sous toutes ses formes, et aussi de tous articles et effets communément employés en rapport avec le dit commerce;

Conduire une entreprise de commerçants généraux et manufacturiers d'effets, denrées, marchandises et accessoires dont on peut trafiquer à l'avantage de la compagnie, en rapport avec le dit commerce;

Acquérir par achat, louage ou autrement, et à l'occasion vendre, louer ou autrement disposer des terres et constructions nécessaires à l'exercice de son commerce;

Acheter, louer ou autrement acquérir en tout ou en partie le commerce de toute compagnie, société ou individu faisant un commerce semblable à celui de la compagnie, avec tous les édifices, l'installation mécanique, fonds de commerce, la clientèle, et généralement, l'actif de ce commerce et en assumer le passif, et payer ces acquisitions en tout ou en partie, en parts acquittées et non sujettes à appel, ou argent comptant;

Faire société ou conclure des arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts avec toute personne, société ou compagnie faisant le commerce ou se proposant de faire le commerce que cette compagnie est autorisée à faire, et avancer des argents et garantir l'émission des contrats d'iceux, ou autrement assister telle personne, société et compagnie;

Créer et émettre comme actions entièrement acquittées et non sujettes à appel la totalité ou aucune partie du capital actions de la compagnie;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et toutes affaires incidentes à l'accomplissement des objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, sous le nom de "The Connoisseur Cigar Company, Limited", avec un capital action de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de cinq piastres (\$5.00) l'action.

La principale place d'affaire de la compagnie, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour d'avril 1915.

C. J. SIMARD,

2579—18-2 Sous secrétaire de la province.

La Compagnie Forestière et Immobilière de Québec.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt et un avril 1915, constituant en corporation MM. Gustave C. Piché, ingénieur-forestier, de la cité de Québec; Camille Gallois, de Nantua, France; William Borel, inspecteur des forêts, Promenade-du-Pin, Genève, Suisse, F. Barrelet, banquier, Promenade-du-Pin, Genève, Suisse;

The Connoisseur Cigar Company Ltd

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty third day of April, 1915, incorporating Messrs. James Edward Coulin, John Joseph Meagher, Walter Seely Johnson, Gerald Augustine Coughlin, advocates and Hugh Wylie, accountant, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of importers, exporters, manufacturers, buyers and sellers of and also in tobacco and the products of tobacco in all forms, and also such articles and things as are commonly dealt with in connection therewith;

To carry on the business of general traders in and manufacturers of goods, chattels, merchandise and supplies which can with advantages to the company be dealt in connection with the above businesses;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and from time to time to sell, let or otherwise dispose of all lands and buildings necessary or convenient for the company in the prosecution of its business;

To purchase, lease or otherwise acquire in whole or in part the business of any company, firm or person carrying on any business similar to the business of this company, together with all buildings, machinery, stock in trade, goodwill and assets generally of such business, and to assume in whole or in part the liabilities of such business, and to pay for the same wholly or in part in fully paid-up and non-assessable stock of the company or in cash;

To enter into any partnership or into any arrangement for sharing of profits or union of interest with any person, firm or company carrying on or about to carry on any business which this company is authorized to carry on, and to advance money to or guarantee contracts of or otherwise assist any such person, firm or company;

To create and issue as fully paid-up and non assessable the whole or any part of the capital stock of the company.

To do all acts, exercise all powers and carry on all business incidental to the carrying out of the objects for which this company is incorporated, under the name of "The Connoisseur Cigar Company, Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two thousand (2000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty third day of April, 1915.

C. J. SIMARD,

2580—18-2 Deputy Provincial Secretary.

La Compagnie Forestière et Immobilière de Québec.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of April, 1915, incorporating Messrs. Gustave C. Piché, forest-engineer, of the city of Quebec, Camille Gallois, of Nantua, France, William Borel, forest-inspector, Promenade-du-Pin, Geneva, Switzerland, F. Barrelet, banker, Promenade du Pin, Geneva, Switzerland,

Barromeé Guérin, ingénieur forestier, de la cité de Québec, dans les buts suivants, savoir:

L'exploitation et la vente de produits forestiers ainsi que la mise en valeur et la vente de terrains agricoles, forestiers ou autres, le reboisement de terrains nus ou en friche;

Faire l'exploitation de biens mobiliers et de biens immobiliers, et dans ce but d'acquérir des terrains et de les employer, utiliser et améliorer pour des fins agricoles, industrielles et commerciales;

De construire des maisons, bâtisses ou édifices et de les convertir en logements différents pour des particuliers, des familles, des compagnies, des sociétés ou institutions;

De faire toutes opérations immobilières et toutes affaires sur les valeurs mobilières commerciales et industrielles se rapportant subsidiairement aux objets de la compagnie;

D'acquérir par achat, bail, échange ou à titre équivalent, des immeubles et d'en disposer de la manière qui sera le plus profitable à la compagnie;

De manufacturer le bois et de le convertir en objets de commerce dans toutes ses variétés et de faire le commerce de ces objets;

D'acquérir toute entreprise semblable en totalité ou en partie à celle de la compagnie ainsi que le matériel, la clientèle de toute personne ou société et plus spécialement d'acquérir les biens, droits ainsi que la clientèle de la société connue et enregistrée dans la cité et le district de Québec, sous le nom de "Société Forestière et Immobilière de Québec" et de payer pour telles acquisitions en deniers comptants, en actions libérées ou en obligations de la compagnie;

Vendre les actions et privilèges de la compagnie, faire des emprunts sur le crédit de la compagnie, émettre des bons obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix convenables ou jugés tels, hypothéquer les immeubles, nantir les meubles de la compagnie ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie;

De payer pour tous services rendus à la compagnie, ou pour toute acquisition, en actions libérées de la compagnie, ou partie en action libérées et partie en deniers comptants;

Les actionnaires de la compagnie ne pourront pas vendre, céder ou transporter leurs actions sans le consentement exprès des membres du bureau de direction;

La durée de la compagnie est indéterminée, sous le nom de "La Compagnie Forestière et Immobilière de Québec", avec un fonds social de quarante neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en deux cent quarante-cinq (245) actions de deux cent piastres (\$200.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-et-unième jour d'avril 1915.

C. J. SIMARD,

2589—18-2 Sous-secrétaire de la province.

SYNDICAT D'ELEVAGE

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Vaudreuil, sous le nom de "Syndicat d'élevage de Vaudreuil", avec sa principale place d'affaires

Barromeé Guérin, forest engineer, of the city of Québec, for the following purposes, to wit:

The exploitation and sale of forest products and the turning to account and sale of agricultural, forest or other lands, and the re-timbering of bare and cleared lands;

The exploitation of immoveable and moveable property and with that end in view to acquire lands and use, utilize and improve the same for agricultural, manufacturing and commercial purposes;

To construct houses, buildings, or edifices and to convert the same into different abodes for individuals, families, companies, societies, or institutions;

To carry on the real estate business and deal with moveable, commercial and industrial securities incidental to the company's objects;

To acquire by purchase, lease, exchange or similar title and dispose of real estate in such manner as may be deemed profitable, to the company;

To manufacture wood and convert the same into articles of trade under all forms and deal therein;

To acquire any undertaking in whole or in part similar to that of the company together with the plant and goodwill of any person or association and more especially to acquire the property, rights and goodwill of the society known and registered in the city and district of Québec, under the name of "Société Forestière et Immobilière de Québec", and to pay for such acquisitions in cash, paid up shares or in bonds of the company;

To sell the shares and privileges of the company, borrow money upon the credit of the company, issue bonds, obligations or other securities of the company and to give the same as security or sell the same for such price as may be deemed convenient or judged so, hypothecate the immoveables, pledge the moveables of the company or give both the above kind of securities to secure the payment of such bonds, obligations or other securities and of any loans of money made for the company's purposes;

To pay for all services rendered to the company, or for any acquisition made, in paid up shares of the company, or partly in paid up shares and partly in cash;

The shareholders of the company not to sell, convey or transfer their shares without the express consent of the members of the Board of Directors;

The company to remain in existence for an indefinite period, under the name of "La Compagnie Forestière et Immobilière de Québec", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into two hundred and forty five (245) shares of two hundred dollars (\$200.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty first day of April, 1915.

C. J. SIMARD,

2590—18-2 Deputy Provincial Secretary.

STOCK BREEDING SYNDICATE

Notice is hereby given that a stock breeding syndicate has been constituted in the county of Vaudreuil, under the name of "Syndicat d'élevage de Vaudreuil" with its chief place of

dans la municipalité de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, dans le comté de Vaudreuil.

Daté à Québec, le 27 avril 1915.

JOS.-ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture

2587

Avis Divers

Cour Supérieure. Canada. Province de Québec. District de Beauce. No 2202. Dame Elodie Normand, épouse d'Arthur Labonté, de la paroisse de Saint-Georges, district de Beauce, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Arthur Labonté, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingtième jour d'avril courant.

HAMEL & FARIBAUT,
Procureurs de la Demanderesse.

Vraie copie
HAMEL & FARIBAUT,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Joseph Beauce, 22 avril 1915. 2603—18-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Bedford. No 9489. Dame Martha A. Harden du village de Knowlton, district de Bedford, épouse commune en biens de Joseph Benoit, Jr, du même lieu, journalier, dûment autorisée à ester en justice, a, le 26ième jour d'avril, 1915, pris une action en séparation de corps et de biens contre son dit mari.

W. H. LYNCH,
Procureur de la demanderesse.
Sweetsburg, Qué., 28 avril 1915. 2607—18-5

Avis de Faillites

Cour Supérieure.
Province de Québec,
District de Joliette.

No 7116.

Dans l'affaire de Joseph Turgeon, de la ville de l'Assomption, Québec, Failli.

Avis est donné que, le 22ème jour d'avril 1915, les soussignés ont été nommés, par une ordonnance de la cour, curateurs aux biens du dit failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

ALEXANDRE ROBITAILLE
& JEAN-BAPTISTE FONTAINE,
Curateurs.

Bureau de Robitaille & Fontaine,
Comptables et Liquidateurs.
24, rue Saint-Paul, Joliette.
Joliette, 27 avril 1915. 2615

Cour Supérieure.
Province de Québec,
District de Montréal.
No 201.

Joseph Raoul Pigeon, a, ce jour fait cession de ses biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

ARTHUR CORBIN,
Montréal, 23 avril 1915. 2623

business in the municipality of the parish of Saint Michel de Vaudreuil.

Quebec, 27th April, 1915.

JOS.-ED. CARON,
Minister of Agriculture.

2588

Miscellaneous Notices

Superior Court. Canada. Province of Quebec. District of Beauce. No. 2203. Dame Elodie Normand, wife of Arthur Labonté, of the parish of Saint Georges, district of Beauce duly authorized to ester en justice, plaintiff, vs The said Arthur Labonté, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, the second day of April instant.

HAMEL & FARIBAUT,
Attorneys for Plaintiff.

A true copy,
HAMEL & FARIBAUT,
Attorneys for Plaintiff.
Saint Joseph Beauce, 22nd April, 1915.
2604—18-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Bedford. No. 9489. Dame Martha A. Harden, of the village of Knowlton, district of Bedford, wife common as to property of Joseph Benoit of the same place, labourer, instituted on the 26th day of April, 1915, an action for separation from bed and board and property against her said husband.

W. H. LYNCH,
Attorney for Plaintiff.
Sweetsburg, Que., 28th April, 1915. 2608—18-5

Bankrupt Notices

Superior Court.
Province of Quebec,
District of Joliette.
No. 7116.

In the matter of Joseph Turgeon, of the town of L'Assomption, Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the twenty second day of April, 1915, by an order of the court, the undersigned were appointed curators to the property of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with us within thirty days from this notice.

ALEXANDRE ROBITAILLE,
& JEAN-BAPTISTE FONTAINE,
Curators.

Office of Robitaille & Fontaine,
Accountants and liquidators.
24 Saint Paul street, Joliette.
Joliette, 27th April, 1915. 2616

Superior Court.
Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 201.

Joseph Raoul Pigeon, has, this day, made a judicial abandonment, and I have been appointed provisional guardian.

ARTHUR CORBIN,
Montreal, 23rd April, 1915. 2624

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 193.

In re J. G. Manseau, "Martineau & Manseau",
Montréal, Failli.

Avis est donné que le 28 avril 1915, par ordre de la Cour supérieure, nous avons été nommés curateurs à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 1er mai 1915. 2617

Re Theo. Lafleur, Montréal, P. Q.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 15 mai 1915, date après laquelle ce dividende sera payable à notre bureau.

PREVOST & BEDARD,
Curateurs conjoints.

107 rue Saint-Jacques.
Montréal, 28 avril, 1915. 2591

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re La Cie. J. H. Clément Limitée,
En liquidation.

&

Paul J. Valentine,
Alexandre Desmarteau, Liquidateurs conjoints.
Avis est par les présentes donné qu'un dividende final est préparé et sera ouvert à contestation, jusqu'au 21^{ème} jour de mai 1915.

PAUL J. VALENTINE,
ALEXANDRE DESMARTEAU,
Liquidateurs conjoints.

Montréal, 28 avril 1915. 2605

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Saguenay.

In re Jos. Warren & Cie., Pointe au Pic,
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 17 mai 1915, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 28 avril 1915. 2609

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Trois-Rivières.

In re C. D. Fontaine, Nicolet, Insolvable.

Un premier et dernier dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 15 mai 1915, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 83 rue Craig Ouest, Montréal.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureaux: 820 Edifice "Power".
Montréal, 27 avril 1915. 2619

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 193.

In re J. G. Manseau, "Martineau & Manseau",
Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 28th April, 1915, by order of the court, we were appointed curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99, Saint James street,
Montreal, 1st May, 1915. 2618

Re Theo. Lafleur, Grocer, Montreal, P. Q.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 15th of May 1915, after which date this dividend will be payable at our office.

PREVOST & BEDARD,
Joint Curators.

107 Saint James Street.
Montreal, 28th April, 1915. 2592

UNDER THE WINDING-UP ACT.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re "La Cie. J. H. Clement, Limitée",
In Liquidation.

&

Paul J. Valentine,
Alexandre Desmarteau, Joint Liquidator.
Notice is hereby given that the final dividend is prepared and will be open to objection, until the 21st of May, 1915.

PAUL J. VALENTINE,
ALEXANDRE DESMARTEAU,
Joint Liquidators.

Montreal, 28th April, 1915. 2606

Superior Court.

Canada.
Province of Quebec,
District of Saguenay.

In re Jos. Warren & Co., Pointe au Pic,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 17th May 1915, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 & 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. co. Building.
Quebec, 28th April, 1915. 2610

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers.

In re C. D. Fontaine, Nicolet, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 15th May, 1915, after which date this dividend will be payable at my office 83 Craig Street West, Montreal.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820 "Power" Bldg.
Montreal, 27th April, 1915. 2620

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Saint-Jean.

In re Charles H. Wilson, Saint-Jean, Insolvable.
Un premier et dernier dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 15 mai, 1915, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 83 Craig Ouest, Montréal.

J. O. SEGUIN,
Curateur.

Bureaux: 820 Edifice "Power".
Montréal, 27 avril 1915.

2621

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.

Adolphe Bélanger, de la cité de Québec, a, le 27 avril 1915, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien-provisoire.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu,
Québec, 28 avril 1915.

2611

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe.
No 40.

Avis est donné par le présent que Paul Gazaille, hôtelier, du village Saint Joseph, a, ce jour, fait une cession judiciaire de ses biens au bureau du protonotaire de ce district,

HONORE ROBERT,
Gardien-provisoire.

Saint-Hyacinthe, 27 avril 1915.

2613

District de Saint-François.

In re Alexandre Lennox, Cookshire, Failli.

En vertu d'une ordonnance de la Cour supérieure pour le district de Saint-François, en date du 26 avril 1915, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints.

Les créanciers du dit insolvable, sont requis de nous produire leurs réclamations dûment assermentées dans les trente jours de cette date.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,
Curateurs conjoints.

Bureau de Bélanger & Begin,
155 rue Wellington.
Sherbrooke, 26 avril 1915.

2627

District de Saint-François.

In re Eusèbe Saint-Onge, Scotstown, Failli.

En vertu d'une ordonnance de la Cour supérieure pour le district de Saint-François, en date du 26 avril 1915, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de nous produire leurs réclamations dûment assermentées dans les trente jours de cette date.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,
Curateurs conjoints.

Bureau de Bélanger et Begin,
155 rue Wellington.
Sherbrooke, 26 avril 1915.

2629

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint John.

In re Charles H. Wilson, Saint John, Insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 15th May, 1915, after which date this dividend will be payable at my office, 83 Craig Street West, Montreal.

J. O. SEGUIN,
Curator.

Office: 820 "Power" Bldg.
Montreal, 27th April, 1915.

2622

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.

Adolphe Bélanger, of the city of Quebec, has, on the 27th of April, 1915, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the Superior Court for the district of Quebec, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional-Guardian

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu and Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 28th April, 1915.

2612

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint Hyacinth.
No. 40.

Notice is hereby given that Paul Gazaille, hotel-keeper, of Saint Joseph village, has, this day, made a judicial abandonment of his properties at the Prothonotary's office of this district.

HONORE ROBERT,
Provisional Guardian.

Saint Hyacinth, 27th April, 1915.

2614

District of Saint Francis.

In re Alexander Lennox, Cookshire, Insolvent.

In virtue of an order of the Superior Court for the district of Saint Francis, bearing date the 26th April, 1915, the undersigned were appointed joint curators to the estate of the above insolvent.

Creditors of the above insolvent are requested to file their claims duly attested under oath, at our office within thirty days from this date

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,
Joint Curators.

Office of
Belanger & Begin,
155 Wellington Street.
Sherbrooke, 26th April, 1915.

2628

District of Saint Francis.

In re Eusèbe Saint Onge, Scotstown, Insolvent.

In virtue of an order of the Superior Court for the District of Saint Francis, bearing date the 26th April, 1915, the undersigned were appointed joint curators to the estate of the above insolvent.

Creditors of the above insolvent are requested to file their claims, duly attested under oath, at our office within thirty days from this date.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,
Joint Curators.

Office of Belanger & Begin,
155 Wellington Street.
Sherbrooke, 26th April, 1915.

2630

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE.

CEUX qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Les prix sont:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSERÉE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

E. E. CINQ-MARS,

Imprimeur du Roi.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

1999

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 18.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dm ^e Barbeau vs Bédard.....	1141
" Bourdon vs Lapointe.....	1145
" Brimmer vs Shulfelt.....	1142
" Chatelain vs Gagnon.....	1142
" Côté vs Bibeau.....	1142
" Cowan vs Forrest.....	1143
" Eppstein vs Caplan.....	1144
" Gagnon vs Gingras.....	1143
" Hébert vs Chabot.....	1242
" Hyams vs Gold.....	1143
" Landry vs Lacombe.....	1144
" Labonté vs Lefebvre.....	1144

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursdays, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; The second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E. E. CINQ-MARS,

King's Printer.

Government House.

Quebec, 4th April, 1914.

2000

Index of the Quebec Official Gazette. No. 18.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

" Légaré vs Moisan.....	1141
" Normand vs Labonté.....	1168
" L'Heureux vs Langevin.....	1143
" Patry vs Bourdon.....	1144
" Pelletier vs Gaudet.....	1143
" Picher vs Faucher.....	1144
" Pfeffer vs Rachback.....	1145
" Poyaner vs Levinoff.....	1142
" Radutsky vs Wudofsky.....	1142
" Share vs Shire.....	1143
" Todd vs Langtree.....	1143

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:
—Dme Harden vs Benoit..... 1168

ANNONCEURS, avis aux:—1171.

ARRÊTÉ EN CONSEIL:—Concernant l'annexion
du canton Carignan, 1148.

ASSOCIATIONS, ASSURANCES OU SOCIÉTÉS:—
La Cie Française du Phoenix, 1139; La Cie
d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la
paroisse de la Baie du Febvre, 1139; La Cie
d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la
paroisse de Saint-Pamphile, 1138; The
Saint Andrews Society of Quebec, 1139.

AVIS:—Règlement No 24, municipalité des
paroisses de Notre-Dame-de-la-Doré et
de Saint-Félicien, 1148.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS:
Cluff Manufacturing Coy, Ltd, 1136.

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Ascher Bros.....	1147
Bélanger.....	1170
Bellemare & Frères.....	1145
Bérubé & Lafond.....	1145
Bureau.....	1146
Champagne.....	1145
East End Emporium.....	1146
Fontaine.....	1169
Gazaille.....	1170
Goldblatt.....	1146
Hendriks & Albers.....	1147
Hendriks & Albers.....	1146
J. Asselin Ltée.....	1147
La Cie J. H. Clément, Ltée.....	1169
Lafleur.....	1169

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Anderson Ste-Marie Stone Company Ltd..	1134
La Compagnie Forestière et Immobilière...	1166
Montreal Book Room, Ltd.....	1128
Ranger Autobus Service.....	1133

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES.—SUPPLE-
MENTARY LETTERS PATENT:

Back River Jockey Club, Ltd.....	1134
----------------------------------	------

LIQUIDATION:—The Roxton Concrete Ltd, 1090;
La Cie de Pulpe Dalmas, 1149.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:—Causapsal village,
1140; Divers lots du canton Metgermette,
à Saint-Louis de Gonzague, 1141; Divers
lots de Mille-Isles à Mille Isles No 3, 1141;
Divers lots de la paroisse Sainte-Martine à
Sainte-Martine, 1141; Divers lots de Saint-
Flavien village à Saint-Flavien paroisse,
1140; Divers lots de Saint-Henri de Brôme
à Saint Edouard, 1140; Pointe-aux-Outardes,
1140; Saint-Siméon de Bonaventure, 1139.

NOMINATIONS:—

Conseiller législatif:—M. John Charles Kaine,
division Stadacona, 1125.

Cour des Commissaires:—Notre-Dame d'Hé-
bertville, 1126.

Greffier, Cour de Circuit, comté de Verchères,
1125.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:
—Dme Harden vs Benoit..... 1168

ADVERTISING, notice to:—1171.

ORDER IN COUNCIL:—Concerning the annexation
of the township Carignan, 1145.

ASSOCIATIONS, INSURANCES OR SOCIETIES: —
La Cie Française du Phoenix, 1139; La Cie
d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la
paroisse de la Baie du Febvre, 1139; La Cie
d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la
paroisse de Saint-Pamphile, 1138; The
Saint Andrews Society of Quebec, 1139.

NOTICE:—By-law No. 24, municipality of the
parish of Notre-Dame-de-la-Doré and Saint
Félicien, 1148.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS:—
Cluff Manufacturing Coy, Ltd, 1136.

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Lemieux.....	1146
Lennox.....	1170
Leveillé.....	1147
Manseau.....	1169
Perron & Angers.....	1100
Pigeon.....	1168
Steinman & Co.....	1147
St-Onge.....	1170
Syndicat Coopératif de Saint Stanislas de Champlain.....	1145
Takefman Reg.....	1146
Turgeon.....	1168
Warren & Cie.....	1169
Wilson.....	1170

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

St. Lawrence Realty Coy, Ltd.....	1137
The Connoisseur Cigar Coy, Ltd.....	1166
The Little Bonaventure Lumber Ltd.....	1130
Weredale Park Limited.....	1136

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES.—SUPPLE-
MENTARY LETTERS PATENT:

Pacific Hotel Coy.....	1132
------------------------	------

LIQUIDATION:—The Roxton Concrete Ltd, 1090.
La Cie de Pulpe Dalmas, 1149.

SCHOOL MUNICIPALITIES:—Causapsal village,
1040; Several lots of the township Metger-
mette to Saint Louis de Gonzague, 1141;
Several lots of Mille Isles to Mille Isles No. 3,
1141; Several lots of the parish Sainte
Martine to Sainte Martine, 1141; Several
lots of Saint Flavien village to Saint Flavien
parish, 1140; Several lots of Saint Henri
de Brôme to Saint Edouard, 1140; Pointe-
aux-Outardes, 1140; Saint Siméon de Bona-
venture, 1139.

APPOINTMENTS:—

Legislative Councillor: Mr. John Charles
Kaine, Stadacona division, 1125.

Commissioners Court:—Notre Dame d'He-
bertville, 1126.

Clerk, Circuit Court, county of Verchères,
1125.

Juges de Paix: District de: Québec, 1126; Gaspé, 1126; Saint-François, 1126; Montréal, 1126; Terrebonne, 1126; Beauharnois, 1126; Bellechasse, 1126; Joliette, 1126; Province de Québec, 1126; Montréal, 1126.

Membres du bureau des reviseurs, cité de Maisonneuve, 1125.

ORDRE DE COUR:—Intercolonial Railway of Canada vs Patrick *et al*, 1153.

PROCLAMATIONS:—La municipalité du village de Donnacona, 1127; Prorogation des Chambres, 1128.

SYNDICAT D'ELEVAGE:—Syndicat d'élevage de Vaudreuil, 1167.

VENTES PAR LICITATION:—Bernier *et al* vs Bernier *et al*, 1088; Pollock vs Pollock *et al*, 1150.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES:—Ville de Beauharnois, 1152.

VENTES PAR LES SHÉRIFFS:—

ARTHABASKA:—Bissonnette (Dme) Faillie, 1153; Langlais vs Salois, 1153; Richard (Dme) vs Bourbeau, 1154.

BEAUCE:—Perron vs Angers, 1154.

BEAUHARNOIS:—Daoust (Dme) vs Prévost, 1155.

BEDFORD:—Choinière vs Pariseau, 1156; Denault Coy vs Perron *et al*, 1155.

MONTREAL:—Bernard vs Connolly, 1159; Bibeau vs Murphy, 1156; DeGenachte vs Chartrand, 1160; Martin vs Lafrance, 1157; Michaud *et al* Faillis, 1159; Pelletier vs Morel, 1157; The Royal Institution, &c., vs Langridge, 1158; Verdun vs David *et al*, 1158; Vinet *et al* vs Dme Lefebvre, 1158.

QUÉBEC:—Déchène vs McGee *et al*, 1160; The Imperial Oil Coy Ltd vs Lepage, 1161.

RICHELIEU:—Beauchemin vs Raymond, 1161.

ROBERVAL:—Belanger (Dme) vs Hudon, 1162; Girard vs Fortin, 1162; La Banque Nationale vs Saulnier, 1161.

SAINT-FRANÇOIS:—Hellig vs Cohen 1164; Hovey vs Brown, 1163; Robitaille vs Camiré, 1164.

SAINT-HYACINTHE:—La Banque d'Hochelaga vs Cusson *et al*, 1165.

TERREBONNE:—Lamontagne vs Senecal, 1165.

Justices of the peace: District of: Quebec, 1126; Gaspé, 1126; Saint Francis, 1126; Montreal, 1126; Terrebonne, 1126; Beauharnois, 1126; Bellechasse, 1126; Joliette, 1126; Province of Quebec, 1126; Montreal, 1126.

Members of the board of revisors, city of Maisonneuve, 1125.

ORDER OF COURT:—Intercolonial Railway of Canada vs Patrick *et al*, 1153.

PROCLAMATIONS:—Municipality of the village of Donnacona, 1127; Parliament prorogued, 1128.

STOCK BREEDING SYNDICATE:—Stock Breeding Syndicate of Vaudreuil, 1167.

SALES BY LICITATION:—Bernier *et al* vs Bernier *et al*, 1088; Pollock vs Pollock *et al*, 1156.

SALE FOR MUNICIPAL TAXES:—Town of Beauharnois, 1152.

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—Bissonnette (Dme) Insolvent, 1153; Langlais vs Salois, 1153; Richard vs (Dme) Bourbeau, 1154.

BEAUCE:—Perron vs Angers, 1154.

BEAUHARNOIS:—Daoust (Dme) vs Prévost, 1155.

BEDFORD:—Choinière vs Pariseau, 1156; Denault Coy vs Perron *et al*, 1155.

MONTREAL:—Bernard vs Connolly, 1159; Bibeau vs Murphy, 1156; DeGenachte vs Chartrand, 1160; Martin vs Lafrance, 1157; Michaud *et al* Insolvents, 1159; Pelletier vs Morel, 1157; The Royal Institution, &c., vs Langridge, 1158; Verdun vs David *et al*, 1158; Vinet *et al* vs Dme Lefebvre, 1158.

QUEBEC:—Déchène vs McGee *et al*, 1160; The Imperial Oil Coy Ltd vs Lepage, 1161.

RICHELIEU:—Beauchemin vs Raymond, 1161.

ROBERVAL:—Belanger (Dme) vs Hudon, 1162; Girard vs Fortin, 1162; La Banque Nationale vs Saulnier, 1161.

SAINT FRANCIS:—Hellig vs Cohen 1164; Hovey vs Brown, 1163; Robitaille vs Camiré, 1164.

SAINT HYACINTH:—La Banque d'Hochelaga vs Cusson *et al*, 1165.

TERREBONNE:—Lamontagne vs Senecal, 1165.

- 3 MAI 1915

28 MAI 1915